



AVIS

CCE 2021-1020

Liaison au bien-être 2021-2022

CCE
Conseil Central de l'Economie
Centrale Raad voor het Bedrijfsleven
CRB



Avis
Liaison au bien-être 2021-2022

Bruxelles
19.04.2021

Avis

Objet : Liaison au bien-être 2021-2022

Conformément aux articles 72, 73, 73 bis et 73 ter de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations, le Conseil national du Travail et le Conseil central de l'Économie doivent rendre un avis tous les deux ans sur l'importance et la répartition des moyens financiers destinés à l'adaptation au bien-être des prestations de remplacement de revenus dans la sécurité sociale des travailleurs salariés et des allocations d'assistance sociale.

Par ailleurs, par lettre du 26 octobre 2020, les ministres de l'Économie et du Travail, monsieur P.-Y. Dermagne, des Pensions, madame K. Lalieux, et des Affaires sociales, monsieur F. Vandembroucke, ont adressé au Conseil national du Travail et au Conseil central de l'Économie une demande afin qu'ils leur transmettent leur avis contenant une proposition d'affectation des enveloppes bien-être pour la période 2021-2022 au plus tard le 15 novembre 2020.

L'examen de ce dossier a été confié à la Commission mixte Liaison au bien-être et à un groupe de travail ad hoc.

La Commission et le groupe de travail ont pu bénéficier dans ce cadre de la précieuse collaboration du Bureau fédéral du Plan et de diverses institutions de sécurité sociale.

En vue de permettre aux Conseils de dégager un consensus sur la répartition de ces enveloppes, ces mêmes ministres ont accordé un délai supplémentaire pour finaliser l'avis demandé pour le 13 janvier 2021 au plus tard. Un accord n'a toutefois pas pu être atteint dans le délai imparti.

Par courriel du 13 avril 2021 adressé au Président du Groupe des Dix, le ministre du Travail a soumis aux partenaires sociaux au sein du CNT et du CCE une proposition du gouvernement de répartition de l'enveloppe bien-être des travailleurs salariés afin qu'ils remettent un avis pour le 19 avril 2021 au plus tard. Le gouvernement s'est en outre engagé à exécuter l'avis unanime des partenaires sociaux s'il est rendu endéans ce délai.

Sur la base de ces travaux, le Conseil national du Travail et le Conseil central de l'Économie ont émis, le 19 avril 2021, l'avis unanime suivant.

* * *

Avis du Conseil National du Travail et du Conseil Central de l'Économie

Introduction

Les articles 5, 6, 72 et 73 de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations contiennent un mécanisme structurel visant à lier les prestations de remplacement de revenus des régimes des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants à l'évolution du bien-être général, sur la base de paramètres provenant de projections relatives à l'évolution des dépenses sociales à long terme. Les articles 73 bis et 73 ter de cette loi prévoient un mécanisme similaire pour l'assistance sociale. Conformément à ces dispositions, le gouvernement doit se prononcer tous les deux ans sur l'importance et la répartition des moyens financiers destinés à une adaptation au bien-être. Cette décision est précédée d'un avis conjoint du Conseil national du Travail, du Conseil central de l'Économie et du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants.

Dans le cadre de leur décision et de leur avis, le gouvernement et les partenaires sociaux peuvent s'appuyer sur les rapports du Comité d'étude sur le vieillissement et du Conseil supérieur des finances. L'avis des partenaires sociaux doit également tenir compte d'un certain nombre de facteurs contextuels. Depuis 2010, la loi relative au pacte de solidarité entre les générations prévoit qu'il faut également tenir compte, dans le cadre du calcul de l'enveloppe financière, de l'éventuel surcoût ou de l'éventuelle économie engendrés par les mesures qui ont été prises dans le cadre de l'enveloppe biennale précédente.

Afin de déterminer l'ampleur de l'enveloppe à affecter, les Conseils ont fait appel au Bureau fédéral du Plan qui a calculé l'enveloppe financière relative au bien-être ainsi que le surcoût ou l'économie engendrés par les mesures qui ont été prises dans le cadre de l'enveloppe biennale précédente.

Les résultats de ces calculs ont été compilés par le Bureau fédéral du Plan dans ses deux rapports, qui sont repris en annexes 3 et 4.

Par ailleurs, par lettre du 26 octobre 2020, les ministres de l'Économie et du Travail, monsieur P.-Y. Dermagne, des Pensions, madame K. Lalieux, et des Affaires sociales, monsieur F. Vandembroucke, ont adressé au Conseil national du Travail et au Conseil central de l'Économie une demande afin qu'ils leur transmettent leur avis contenant une proposition d'affectation des enveloppes bien-être au plus tard le 15 novembre 2020.

Par lettre du 1er décembre 2020, les mêmes ministres ont accordé un délai supplémentaire aux Conseils pour finaliser leur avis, à savoir le 15 décembre au plus tard. Le 2 décembre, le Groupe des Dix s'est inscrit dans ce schéma de travail.

Dans le cadre de l'accord du gouvernement du 30 septembre 2020, le gouvernement a donné les lignes de force qu'il conviendrait de respecter pour la répartition de l'enveloppe bien-être. Plus concrètement, le gouvernement demande d'accorder une attention particulière aux groupes qui courent le risque de pauvreté le plus élevé (relèvement des allocations les plus basses en direction du seuil de pauvreté) et à accorder un niveau satisfaisant aux taux de remplacement, sans pour autant augmenter les pièges à l'emploi et à l'inactivité. Simultanément, le gouvernement s'est engagé à tout mettre en œuvre pour exécuter les propositions des partenaires sociaux dans le respect de ces lignes de force.

Par ailleurs, par mail du 10 décembre 2020, la cellule stratégique du Premier ministre a confirmé que les mesures gouvernementales annoncées concernant les augmentations des allocations sociales ne sont pas imputées sur les enveloppes bien-être, qui sont octroyées à 100%.

Parallèlement à cela, dans une lettre du 10 novembre 2020, madame A. Van Lancker et monsieur M. Debruyne, respectivement présidente et coordinateur de Decenniumdoelen, ont également attiré l'attention des membres des Conseils et du Comité général de gestion sur l'importance de relever tous les minima de l'assistance sociale et de la sécurité sociale au-dessus du seuil de pauvreté en accordant la priorité aux allocations qui sont les plus éloignées de ce seuil de pauvreté et en particulier les chefs de ménage (dont les familles monoparentales), les isolés et les couples dont les ressources financières sont limitées aux allocations perçues.

Par lettre du 16 décembre 2020, les Conseils ont fait part aux ministres du Travail, des Affaires sociales et des Pensions que leurs travaux concernant le calcul et la répartition de l'enveloppe bien-être pour les années 2021-2022 n'ont pas permis de dégager un consensus dans les délais impartis.

Par lettre du 23 décembre 2020, les ministres du Travail et des Affaires sociales ont accordé aux Conseils un délai supplémentaire jusqu'au 13 janvier 2021.

Suite à la suspension des négociations au niveau du Groupe des Dix dans le courant du mois de janvier 2021, les travaux des Conseils n'ont pas pu se poursuivre en vue de finaliser leur avis.

Par courriel du 13 avril 2021, les Conseils ont pris connaissance d'une proposition du gouvernement, adressée au Président du groupe des Dix, de répartition de l'enveloppe bien-être des travailleurs salariés pour la période 2021-2022 afin qu'ils remettent un avis pour le 19 avril 2021 au plus tard (voir annexe 1). Dans ce cadre, le gouvernement invite les partenaires sociaux à tenir compte de l'accord de gouvernement concernant les pensions dans leurs négociations. Le gouvernement s'est en outre engagé à exécuter l'avis unanime des partenaires sociaux s'il est rendu endéans ce délai.

Enfin, les Conseils souhaitent remercier expressément, pour leur précieuse collaboration, les différentes institutions et les différents services qui ont été associés à la préparation du présent avis.

Position des conseils

1. Détermination de l'enveloppe financière pour la période 2021-2022

1.1 Calcul de l'enveloppe théorique minimale

La loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations précise que l'enveloppe est au moins équivalente à " la somme de l'estimation des dépenses suivantes calculées pour toutes les branches de la sécurité sociale " :

- une adaptation annuelle au bien-être de 0,5 % de toutes les allocations sociales de remplacement, à l'exclusion des allocations forfaitaires ;
- une adaptation annuelle au bien-être de 1 % de toutes les allocations sociales forfaitaires, à l'exclusion des prestations familiales ;
- une augmentation annuelle de 1,25 % des plafonds salariaux pris en compte pour le calcul des allocations sociales de remplacement ;
- une augmentation annuelle de 1,25 % du " droit minimum par année de carrière ".

Pour l'assistance sociale, l'enveloppe doit être au moins égale à la somme de l'estimation des dépenses correspondant à une adaptation annuelle au bien-être de 1 % du revenu d'intégration, de l'aide sociale financière équivalente au revenu d'intégration, des allocations de remplacement de revenu pour les personnes handicapées (ARR), de la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA) et du revenu garanti aux personnes âgées (RGPA).

En vertu de la loi relative au pacte de solidarité entre les générations, les dépenses doivent être estimées pour chaque année de la période biennale. Suite à la loi-programme du 29 décembre 2014, les allocations familiales ont été retirées du calcul de l'enveloppe bien-être.

Afin de pouvoir apporter une réponse adéquate à la demande formulée dans la loi, les Bureaux exécutifs du Conseil national du Travail et du Conseil central de l'Économie ont, en septembre 2020, chargé le Bureau fédéral du Plan d'entamer l'estimation de l'enveloppe financière destinée aux adaptations au bien-être des prestations sociales, comme prévu par la loi du 23 décembre 2005. En concertation avec les différentes institutions et administrations de la sécurité sociale, le Bureau fédéral du Plan a calculé, en novembre 2020, les enveloppes théoriques suivantes sur la base des paramètres légaux (voir annexe 3).

Tableau 1-1: Estimations, par le Bureau fédéral du Plan, de l'enveloppe (théorique) 2021-2022 pour les trois régimes, en millions d'euros (montants exprimés à l'indice-pivot 107,2)

Enveloppe brute en 2021 et 2022	2021	2022
Régime des salariés (y compris pécule de vacances dans branche pensions)	316,4	633,6
Régime des salariés (sans pécule de vacances dans branche pensions)	309,4	619,1
Régime des travailleurs indépendants	43,8	89
Régime de l'assistance sociale	42,9	87,9

1.2 Calcul du surcoût ou de l'économie

Étant donné que la loi relative au pacte de solidarité entre les générations dispose qu'il faut tenir compte, dans l'enveloppe bien-être disponible, de l'éventuel surcoût ou de l'éventuelle économie des mesures prises dans le cadre de l'enveloppe biennale précédente, le Bureau fédéral du Plan a également calculé ce surcoût ou cette économie (voir annexe 4). Les chiffres du surcoût et de l'économie, tenant compte de la décision du gouvernement de prélever une enveloppe de 80 millions d'euros de l'enveloppe bien-être 2019¹, ainsi que des surcoûts et des marges en 2019-2020 des mesures prises dans le cadre de l'enveloppe 2017-2018, sont repris ci-dessous.

Tableau 1-2: Estimations, par le Bureau fédéral du Plan, du surcoût (-) et des marges (+) engendrés par les mesures prises en matière de liaison au bien-être par le gouvernement pour la période 2019-2020

Marges (+) ou surcoût (-) en 2021 et 2022	2019	2020	2021	2022
Régime des travailleurs salariés	5,8	1,2	-5	-8,4
Régime des travailleurs indépendants	0,4	31,4	7,3	7,1
Régime de l'assistance sociale	-0,2	0,0	-0,4	-0,7

¹ Décision suite au Conseil des ministres thématique du 26 juillet 2017 sur l'évolution économique et la cohésion sociale.

1.3 Facteurs contextuels

La loi relative au pacte de solidarité entre les générations précise en son article 72, § 2 que les Conseils doivent tenir compte dans leur avis de différents " facteurs contextuels ", c'est-à-dire de l'évolution du taux d'emploi et de la nécessité d'obtenir un équilibre financier durable au sein de la sécurité sociale, et donc aussi être attentifs à la croissance économique, au phénomène du vieillissement, au rapport entre le nombre de bénéficiaires de prestations et le nombre de personnes actives et aux possibles pièges à l'emploi. Dans cette optique, la Commission mixte " Liaison au bien-être " a chargé les secrétariats du Conseil national du Travail et du Conseil central de l'Économie de rédiger un aperçu de ces facteurs, qui est repris en annexe 5 (aperçu des facteurs actualisés au mois de décembre 2020).

1.4 Enveloppes disponibles

Dans sa proposition du 13 avril 2021, le gouvernement propose de reprendre les enveloppes suivantes :

- Enveloppe salariés : 311.399.999 pour 2021 et 625.200.001 pour 2022 ;
- Enveloppe indépendants : 51,1 millions en 2021 et 96,1 millions pour 2022 ;
- Enveloppe assistance : 42,5 millions pour 2021 et 87,2 millions pour 2022.

2. Propositions de répartition de l'enveloppe financière 2021-2022

2.1 Régime des travailleurs salariés

2.1.1 Proposition du gouvernement

Le 13 avril 2021, les Conseils ont pris connaissance d'une lettre du gouvernement, adressée au Président du Groupe des Dix, contenant une proposition de répartition de l'enveloppe bien-être dans le régime des travailleurs salariés pour la période 2021-2022 (voir annexe 1).

Cette proposition du gouvernement repose sur deux principes de base :

- " Tous les points qui ont fait l'objet d'un accord entre les interlocuteurs sociaux sont repris dans la proposition globale ;
- Pour les autres éléments, la répartition de l'enveloppe 2019-2020 est reprise, à l'exception des minima pensions, où on octroie 2 % comme prévu dans la loi et à l'exception du plafond de pensions qui est également augmenté de 2 %, conformément à l'accord de gouvernement. "

Le gouvernement précise également que " l'impact de l'augmentation du montant de l'allocation de chômage temporaire ne peut pas être mis à la charge du FFE ".

2.1.2 Position des Conseils

Les Conseils prennent acte de la proposition du gouvernement et constatent que la proposition concernant les indemnités versées en cas de maladie, d'invalidité, d'accident du travail ou de maladie professionnelle se situe dans le droit fil des discussions qui ont eu lieu entre partenaires sociaux en janvier 2021. Par ailleurs, la proposition concernant les pensions, le chômage et les congés

thématiques s'appuie sur les accords conclus par les partenaires sociaux pour la période 2019-2020, à l'exception du plafond de pensions et de la pension minimale, qui sont chacun relevés de 2 % conformément à l'accord conclu au sein du gouvernement.

Dans le cadre de la concrétisation des mesures, les Conseils soulignent le principe qu'ils ont posé de garantir la liaison des allocations au bien-être en tenant compte du principe d'assurance et de solidarité, de poursuivre la réduction de l'écart de pauvreté, ainsi que de proposer des solutions pour des situations problématiques spécifiques - en particulier la situation des familles monoparentales sans créer dans ce cadre de nouveaux pièges à l'emploi et à l'inactivité.

Les Conseils souhaitent toutefois, de manière unanime, adapter la proposition du gouvernement sur un certain nombre de points. Par ailleurs, ils entendent également attirer l'attention sur différents aspects. En ce qui concerne spécifiquement les régimes d'assistance sociale, les Conseils ont également formulé une proposition.

La proposition définitive des Conseils est reprise en annexe 2. Vu les circonstances et le délai accordé pour rendre un avis, à savoir le 19 avril 2021, les Conseils soulignent finalement qu'ils n'ont pas encore eu le temps de faire vérifier l'ensemble des données chiffrées par les parastataux concernés.

Adaptations apportées à la proposition du gouvernement

- a) L'anticipation de l'augmentation de l'indemnité minimale pour les personnes avec charge de famille dans le régime de l'AMI

Dans l'accord de gouvernement du 30 septembre 2020, le gouvernement prévoit d'accorder à tous les titulaires, pendant les six premiers mois d'incapacité de travail primaire, indépendamment de leur situation familiale ou de leur qualité de travailleur régulier ou non régulier, un montant minimum journalier égal au montant qui est accordé au travailleur régulier isolé.

Il est prévu que la mesure ait une entrée en vigueur progressive, en quatre phases échelonnées jusqu'en 2024. Les deux premières phases prévoient :

- une indemnité minimale à partir du 5e mois d'incapacité de travail primaire à compter du 1er janvier 2021 ;
- une indemnité minimale à partir du 4e mois d'incapacité de travail primaire à compter du 1er janvier 2022.

Afin de lier les allocations au bien-être et de ne pas créer de situation de risque de pauvreté, l'indemnité minimale pour les travailleurs réguliers et non réguliers ayant charge de famille est relevée au niveau du montant minimum journalier des travailleurs avec charge de famille.

Les Conseils souhaitent modifier la date d'entrée en vigueur de cette mesure pour la période 2021, en la déplaçant au 1er juillet 2021 au lieu du 1er avril 2021 comme prévu dans la proposition du gouvernement. Cette mesure est en effet sans objet au moins jusqu'au 30 juin 2021, vu le relèvement de l'indemnité de maladie au moins jusqu'au niveau de l'allocation de chômage temporaire pour force majeure corona.

- b) Augmentation de la prime de rattrapage dans le régime de l'AMI

Au vu du budget libéré par l'adaptation mentionnée au point a), les Conseils demandent d'accorder complètement dès 2021 l'augmentation prévue de 80 euros de la prime de rattrapage pour les personnes avec charge de famille, que la proposition prévoyait d'échelonner sur deux ans (2021 et 2022).

- c) Augmentation de l'allocation pour les parents isolés qui interrompent ou réduisent leur carrière dans le cadre d'un congé thématique pour s'occuper d'un enfant

La proposition du gouvernement prévoit, au 1er janvier 2022, une augmentation de 4,5 % de l'allocation pour les parents isolés qui interrompent ou réduisent leur carrière dans le cadre d'un congé thématique pour s'occuper d'un enfant. Une augmentation similaire était également prévue dans le cadre de la liaison au bien-être pour la période 2019-2020.

Étant donné qu'au cours des précédents exercices en matière de liaison au bien-être, des mesures ont déjà été prises en vue d'augmenter l'allocation pour les congés thématiques, les Conseils renvoient à leur avis n° 2.129, dans lequel ils ont indiqué que cette augmentation a été conçue comme un mouvement de rattrapage supplémentaire pour relever l'allocation jusqu'au-dessus du seuil de pauvreté européen. Ils jugent par conséquent qu'une augmentation de 4,5 % n'est plus nécessaire pour 2021-2022 et avancent dès lors une proposition alternative.

Ils souhaitent ainsi prévoir, pour les allocations dans le cadre des congés thématiques, d'une part, une augmentation du montant brut de l'allocation pour les parents isolés qui réduisent leur carrière d'1/10 dans le cadre d'un congé parental jusqu'à la moitié de l'allocation au cas où un parent isolé réduit sa carrière d'1/5 dans le cadre d'un congé parental.

D'autre part, ils souhaitent prévoir une augmentation de 2,4 % de l'allocation pour les parents isolés qui réduisent ou interrompent leur carrière dans le cadre d'un congé thématique pour s'occuper d'un enfant.

Ils proposent finalement de prévoir également une augmentation de 2,4 % de l'allocation pour les parents isolés qui réduisent leur carrière d'1/5 dans le cadre d'un crédit-temps pour s'occuper d'un enfant.

Il est demandé que les mesures de la proposition alternative entrent en vigueur le 1er juillet 2021.

Points d'attention pour le chômage

a) Diminution de l'intervention du FFE dans le chômage temporaire

Par ailleurs, dans le droit fil de la proposition du gouvernement, les Conseils souhaitent souligner que l'augmentation des allocations et des plafonds en matière de chômage temporaire ne peut pas être mise à la charge du FFE. Afin de réaliser cet objectif, l'intervention du FFE dans le chômage temporaire est réduite proportionnellement. Les Conseils demandent aux administrations concernées de concrétiser cette proposition et de la soumettre à leurs comités de gestion respectifs.

b) Augmentation des plafonds de calcul dans la branche chômage du régime des travailleurs salariés

Les Conseils précisent que, tout comme lors des précédents exercices, l'augmentation des plafonds de calcul dans la branche chômage vaut tant pour les nouveaux entrants que pour les allocataires existants.

c) En raison des forfaits lors de la dernière période d'indemnisation, la dégressivité des allocations de chômage est lissée au cours des périodes précédentes. En vue de ne pas créer de la sorte de nouveaux pièges à l'emploi, les Conseils proposent de neutraliser l'effet de cette augmentation en partant, pour le calcul de la dégressivité, du forfait précédent non majoré, sauf pour les minima des cohabitants.

2.2 Assistance sociale

Les Conseils rappellent que, dans le cadre de l'accord de gouvernement du 30 septembre 2020, le gouvernement a annoncé un certain nombre d'augmentations à l'assistance sociale à partir du 1^{er} janvier 2021. Le gouvernement a ainsi annoncé qu'il relèverait le revenu d'intégration sociale, l'Allocation de Remplacement de Revenu et la GRAPA de 10,75% sur quatre ans pour les rapprocher du seuil de pauvreté.

Afin de poursuivre leurs efforts pour relever ces allocations les plus basses, les Conseils proposent d'affecter l'ensemble de l'enveloppe pour l'assistance sociale en relevant l'ensemble des allocations d'assistance sociale (GRAPA/RGPA, ARR, RIS et aide sociale équivalente au RIS) de 2% au 1^{er} juillet 2021.

2.3 Neutralisation des limites de revenus

Les Conseils sont d'avis que, dans le cadre de l'exécution du présent avis sur la liaison au bien-être, il faut veiller à ce que la liaison au bien-être accordée ne soit pas écrêtée, mais neutralisée lors de l'octroi des avantages sociaux, y compris les avantages sociaux au niveau des entités fédérées. Ils insistent dès lors pour que les dispositions nécessaires soient prises à cet effet.

2.4 Régime des travailleurs indépendants

Les Conseils constatent que la proposition du gouvernement concerne la répartition de l'enveloppe bien-être pour les travailleurs salariés et que le gouvernement ne formule pas de proposition de répartition de l'enveloppe bien-être pour les travailleurs indépendants. Comme cette décision n'appartient pas aux seuls Conseils, le régime des travailleurs indépendants n'est pas traité dans le présent avis. Les Conseils ne se prononcent dès lors pas sur ce volet.

Les Conseils demandent d'apporter le plus rapidement possible la clarté sur le volet concernant les travailleurs indépendants et ils demandent à être informés dans les meilleurs délais des travaux en cours au sein du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants, conformément aux articles 5 et 6 de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations. Les Conseils rappellent à cet égard les parallèles évidents qui existent entre les régimes pour ce qui concerne la concrétisation et la mise en œuvre des adaptations au bien-être.

* * *

Les Conseils insistent auprès du gouvernement et du Parlement pour qu'ils exécutent correctement l'ensemble des mesures prévues dans la proposition du gouvernement et dans le présent avis unanime, comme le gouvernement s'y est engagé le 13 avril 2021. Par ailleurs, les Conseils demandent que l'ensemble de ces mesures soit traduit le plus rapidement possible dans la législation et la réglementation, de sorte que toutes les administrations et institutions d'exécution concernées puissent prendre, d'ici les dates prévues d'entrée en vigueur, les dispositions administratives et pratiques nécessaires, telles que, par exemple, l'adaptation des applications informatiques.

Annexes

- Annexe 1 : Proposition du gouvernement adressée au Président du Groupe des Dix le 13 avril 2021
- Annexe 2 : Proposition adaptée des Conseils
- Annexe 3 : Enveloppes bien-être 2021-2022 dans les régimes de sécurité sociale et d'assistance sociale
- Annexe 4 : Calcul du surcoût ou de la marge en 2021-2022 des mesures prises dans le cadre des enveloppes bien-être 2019-2020
- Annexe 5 : Facteurs contextuels

Annexe 1

**Proposition du gouvernement adressée au Président du Groupe
des Dix le 13 avril 2021**

Le gouvernement soumet aux partenaires sociaux au sein du CNT et du CCE la proposition de répartition de l'enveloppe bien-être des travailleurs salariés en annexe et demande leur avis pour le 19 avril au plus tard. Dans ce cadre, le gouvernement invite les partenaires sociaux à tenir compte de l'accord de gouvernement concernant les pensions dans leurs négociations.

A défaut d'avis à cette date, la proposition de répartition du gouvernement est exécutée.

Si les partenaires sociaux rendent un avis unanime pour le 19 avril, le gouvernement s'engage à exécuter cet avis.

L'impact de l'augmentation du montant de l'allocation de chômage temporaire ne peut pas être mis à la charge du FFE.

Annexe : enveloppe bien-être

Enveloppes disponibles

Le gouvernement propose de reprendre les enveloppes suivantes, dont les montants ont été calculés par le secrétariat du CCE et qui tiennent compte du pécule de vacances et des marges et surcoûts :

Enveloppe salariés : 311.399.999 euros pour 2021 et 625.200.001 euros pour 2022 ;

Enveloppe indépendants : 51,1 millions d'euros en 2021 et 96,1 millions d'euros pour 2022 ;

Enveloppe assistance : 42,5 millions d'euros pour 2021 et 87,2 millions d'euros pour 2022.

Principes de la proposition du gouvernement concernant l'enveloppe salariés

- Tous les points qui ont fait l'objet d'un accord entre les interlocuteurs sociaux sont repris dans la proposition globale ;
- Pour les autres éléments, la répartition de l'enveloppe 2019-2020 est reprise, à l'exception des minima pensions, où on octroie 2% comme prévu dans la loi² et à l'exception du plafond de pensions qui est également augmenté de 2%, conformément à l'accord de gouvernement.

² L'enveloppe 2019-2020 prévoyait en effet une correction de la mesure prise par le gouvernement Michel visant à faire une distinction entre les pensions minimum pour carrière complète et celles pour carrière incomplète. Les partenaires sociaux avaient donc attribué 1% aux pensions minimum pour carrière complète et 2,4112% aux pensions minimum pour carrière incomplète. Cette distinction n'a évidemment pas lieu d'être ici et on propose donc de reprendre strictement les paramètres de la loi, soit une augmentation de 2%.

Proposition de répartition de l'enveloppe salariés

La proposition suivante est présentée aux partenaires sociaux :

Risques professionnels	Date entrée en vigueur
<u>Accidents du travail</u>	
Minima en forfaits +2%	1/07/2021
Plafonds pour les nouveaux cas +1,1%	1/01/2022
Allocations ayant pris cours en 2016 (à l'exclusion des minima) +2%	1/07/2021
Allocations ayant pris cours en 2017 (à l'exclusion des minima) +2%	1/01/2022
Allocations ayant pris cours avant 2006 +0,95%	1/07/2021
50% diminution du fossé existant cotisations ONSS après pension (de 5,34% à 4,45%)	1/07/2021
<u>Maladies professionnelles</u>	
Minima et forfaits +2%	1/07/2021
Plafonds pour les nouveaux cas +1,1%	1/01/2022
Allocations ayant pris cours en 2016 (à l'exclusion des minima) +2%	1/07/2021
Allocations ayant pris cours en 2017 (à l'exclusion des minima) +2%	1/01/2022
Allocations ayant pris cours avant 2006 +0,95%	1/07/2021
50% diminution du fossé existant cotisations ONSS après pension (de 5,34% à 4,45%)	1/07/2021
<u>Pensions</u>	
Pensions minimum +2%	1/07/2021
Droit minimum par année de carrière +2%	01-01-22 ³
Plafond droit minimum par année de carrière +2%	01-01-22 ³
Plafond de calcul +2%	01-01-22 ³
Pensions ayant pris cours en 2016 +2% (exclusion des minima)	1/07/2021
Pensions ayant pris cours en 2017 + 2% (exclusion des minima)	1/01/2022
Pensions (à l'exclusion des minima) ayant pris cours avant 2006 (+1,2%)	1/07/2021
Pécule de vacances +3,8%	1/05/2021
Pécule de vacances +2,7%	1/05/2022

³ Les dates d'entrée en vigueur de ces mesures ont été adaptées après contact avec les cellules stratégiques concernées pour rectifier une erreur matérielle.

Indemnités AMI	Date entrée en vigueur
Minima travailleurs réguliers	
Chefs de ménage +2,5%	1/07/2021
Autres catégories +2%	1/07/2021
Minima travailleurs irréguliers +2%	1/07/2021
Plafond nouveaux entrants +1,1%	1/01/2022
Allocations ayant pris cours en 2016 (à l'exclusion des minimas) +2%	1/07/2021
Allocations ayant pris cours en 2017 (à l'exclusion des minimas) + 2%	1/01/2022
Allocations ayant pris cours avant 2006 (à l'exclusion des minimas) +0,95%	1/07/2021
Prime de rattrapage	
En 2021 augmentation charge de famille : +68 euro et sans charge de famille : +30 euro	1/05/2021
En 2022 augmentation charge de famille : +12 euro et sans charge de famille : +10 euro	1/05/2022
Aide de tiers +0,5%	1/07/2021
Anticipation Augmentation minima pour les personnes avec charge de famille :	
- pour les travailleurs réguliers : augmentation au niveau des travailleurs réguliers avec charge de famille après 6 mois;	01-04-21
- pour les travailleurs irréguliers : augmentation au niveau des travailleurs irréguliers avec charge de famille après 6 mois.	
Mineurs : pension invalidité +2,5%	1/07/2021
Chômage	Date entrée en vigueur
<u>Augmentation minima et forfaits</u>	
Chômage complet	
- chefs de famille et cohabitants privilégiés +3,5%	1/07/2021
- isolés +2,4112%	1/07/2021
- Cohabitants, à l'exclusion des cohabitants privilégiés +2%	1/07/2021
- Catégorie résiduelle (y compris aidants proches) +2,4112%	1/07/2021
Chômage temporaire +3,5%	1/07/2021
Chômeurs avec complément d'entreprise	
- Chefs de famille +3,5%	1/07/2021
- isolés +2,4112%	1/07/2021
- cohabitants +2%	1/07/2021
Vacances jeunes (forfait) +2,4112%	1/07/2021
Vacances sénior (forfait) +2,4112%	1/07/2021
Accueillantes d'enfants (forfait) +2,4112%	1/07/2021
Allocations d'insertion	
- chefs de famille et cohabitants privilégiés +3,5%	1/07/2021
- isolés +2,4112%	1/07/2021
- cohabitants +2%	1/07/2021
<u>Augmentation des congés thématiques parents isolés qui s'occupent de leur enfant (+4,5%)</u>	1/01/2022
<u>Augmentations plafonds</u>	
Chômage complet +1,1%	1/07/2021
RCC +1%	1/07/2021
Chômage temporaire+1,1%	1/07/2021
Vacances jeunes et séniors +1,1%	1/07/2021

Annexe 2

Proposition adaptée des Conseils

Régime des travailleurs salariés

CHIFFRES PROVISOIRES, ENCORE A VERIFIER PAR LES PARASTATAUX			
Pensions	date d'entrée en vigueur	2021	2022
Pensions minimum +2%	1/07/2021	59.533.237	120.745.570
Droit minimum par année de carrière +2%	1/01/2022		1.401.212
Plafond droit minimum par année de carrière +2%	1/01/2022		417.842
Plafond de calcul +2%	1/01/2022		25.236
Pensions ayant pris cours en 2016 +2% (exclusion des minima)	1/07/2021	11.270.836	21.978.131
Pensions ayant pris cours en 2017 + 2% (exclusion des minima)	1/01/2022		23.401.875
Pensions (à l'exclusion des minima) ayant pris cours avant 2006 (+1,2%)	1/07/2021	48.356.533	94.295.240
Pécule de vacances +3,8%	1/05/2021	54.501.141	53.138.612
Pécule de vacances +2,7% (en supplément du pourcentage accordé en 2021)	1/05/2022		40.881.130
DEPENSE TOTALE PENSIONS		173.661.747	356.284.847

AMI	date d'entrée en vigueur	2021	2022
Minima travailleurs réguliers			
Chefs de ménage +2,5%	1/07/2021	15.152.906	31.473.048
Autres catégories +2%	1/07/2021	23.163.696	48.145.168
Minima travailleurs irréguliers +2%	1/07/2021	11.882.757	24.672.918
Plafond nouveaux entrants +1,1%	1/01/2022		2.645.078
Allocations ayant pris cours en 2016 (à l'exclusion des minimas) +2%	1/07/2021	2.231.004	4.216.194
Allocations ayant pris cours en 2017 (à l'exclusion des minimas) + 2%	1/01/2022	-	4.912.812
Allocations ayant pris cours avant 2006 (à l'exclusion des minimas) +0,95%	1/07/2021	1.466.365	2.627.582
Prime de rattrapage			
En 2021 augmentation charge de famille : +80 euros et sans charge de famille : +30 euros	1/05/2021	17.930.871	18.645.577
En 2022 augmentation sans charge de famille : +10 euros	1/05/2022		3.284.292
Aide de tiers +0,5%	1/07/2021	359.897	748.928
Augmentation minima anticipés pour les personnes avec charge de famille :			
- pour les travailleurs réguliers : augmentation au niveau des travailleurs réguliers avec charge de famille après 6 mois;	1/07/2021	2.914.843	10.043.648
- pour les travailleurs irréguliers : augmentation au niveau des travailleurs irréguliers avec charge de famille après 6 mois.			
Mineurs : pension invalidité +2,5%	1/07/2021	7.924	14.598
DEPENSE TOTALE AMI		75.110.263	151.429.841

Chômage	date d'entrée en vigueur	2021	2022
Augmentation minima et forfaits			
Chômage complet			
- chefs de famille et cohabitants privilégiés +3,5%	1/07/2021	24.350.882	47.746.496
- isolés +2,4112%	1/07/2021	9.958.011	19.525.376
- Cohabitants, à l'exclusion des cohabitants privilégiés +2%	1/07/2021	5.323.650	10.438.455
- Catégorie résiduelle (y compris aidants proches) +2,4112%	1/07/2021	40.880	80.156
Chômage temporaire +3,5%	1/07/2021	1.121.348	1.545.344
Chômeurs avec complément d'entreprise			
- Chefs de famille +3,5%	1/07/2021	54.014	101.188
- isolés +2,4112%	1/07/2021	22.028	41.266
- cohabitants +2%	1/07/2021	7.389	13.842
Vacances jeunes (forfait) +2,4112%	1/07/2021	5.801	7.397
Vacances senior (forfait) +2,4112%	1/07/2021	530	644
Accueillants d'enfants (forfait) +2,4112%	1/07/2021	67.462	93.139
Allocations d'insertion			
- chefs de famille et cohabitants privilégiés +3,5%	1/07/2021	3.209.161	6.161.072
- isolés +2,4112%	1/07/2021	1.223.582	2.348.737
- cohabitants +2%	1/07/2021	1.039.728	1.995.820
Congés thématiques (public et privé)			
Allocation du congé parental 1/10e pour les familles monoparentales : relever le montant jusqu'à la moitié du congé 1/5e	1/07/2021	3.852	7.204
Allocation des parents isolés qui s'occupent de leur(s) enfant(s) +2,4%	1/07/2021	124.634	232.987
Crédit-temps			
Crédit-temps 1/5e pour les parents isolés qui s'occupent de leur(s) enfant(s) +2,4%	1/07/2021	89.069	183.510
Augmentations plafonds (nouveaux entrants et cas existants)			
Chômage complet +1,1%	1/07/2021	5.334.050	10.458.849
RCC +1%	1/07/2021	2.712.803	5.082.040
Chômage temporaire+1,1%	1/07/2021	1.471.150	2.027.411
Vacances jeunes et seniors +1,1%	1/07/2021	24.413	31.003
DEPENSE TOTALE CHOMAGE		56.184.437	108.121.936

Risques professionnels	date d'entrée en vigueur	2021	2022
Accidents du travail			
Minima et forfaits +2%	1/07/2021	1.431.727	2.863.454
Plafonds pour les nouveaux cas +1,1%	1/01/2022		112.544
Allocations ayant pris cours en 2016 (à l'exclusion des minimas) +2%	1/07/2021	95.743	191.485
Allocations ayant pris cours en 2017 (à l'exclusion des minimas) +2%	1/01/2022		161.220
Allocations ayant pris cours avant 2006 +0,95%	1/07/2021	700.000	1.400.000
50% diminution du fossé existant cotisations ONSS après pension (de 5,34% à 4,45%)	1/07/2021	375.011	750.022
Maladies professionnelles			
Minima et forfaits +2%	1/07/2021	1.428.561	2.818.708
Plafonds pour les nouveaux cas +1,1%	1/01/2022		58.192
Allocations ayant pris cours en 2016 (à l'exclusion des minimas) +2%	1/07/2021	11.333	21.759
Allocations ayant pris cours en 2017 (à l'exclusion des minimas) +2%	1/01/2022		32.427
Allocations ayant pris cours avant 2006 +0,95%	1/07/2021	145.406	279.180
50% diminution du fossé existant cotisations ONSS après pension (de 5,34% à 4,45%)	1/07/2021	426.720	844.905
DEPENSE TOTALE RISQUES PROFESSIONNELS		4.614.500	9.533.898

	2021	2022
Dépense totale	309.570.947	625.370.522
ENVELOPPE TOTALE	311.399.999	625.200.001
EXCEDENT ENVELOPPE	1.829.052	- 170.521

Régime de l'assistance sociale

	date d'entrée en vigueur	2021	2022
Revenu d'intégration et équivalent du revenu d'intégration +2%	1/07/2021	15,5	32,6
ARR +2%	1/07/2021	13,8	27,5
GRAPPA et RGPA +2%	1/07/2021	13,6	27,3
DEPENSE TOTALE ASSISTANCE SOCIALE		42,9	87,4
ENVELOPPE TOTALE ASSISTANCE SOCIALE		42,5	87,2
EXCEDENT ENVELOPPE ASSISTANCE SOCIALE		-0,4	-0,2

Note : Coût en millions d'euros

Annexe 3

Enveloppes bien-être 2021-2022 dans les régimes de sécurité sociale et d'assistance sociale



**Federaal
Planbureau**

Economische analyses en vooruitzichten

**Bureau
fédéral du Plan**

Analyses et prévisions économiques

REP-ENV21-12233

Welvaartsenveloppes 2021-2022 in de regelingen van sociale zekerheid en bijstand

Studie op vraag van de Gemengde Commissie Welvaartsvastheid

Enveloppes bien-être 2021-2022 dans les régimes de sécurité sociale et d'assistance sociale

Etude à la demande de la Commission mixte liaison au bien-être

Oktober - Octobre 2020

Greet De Vil, Nicole Fasquelle, Hendrik Nevejan, Guy Van Camp

Kunstlaan 47-49
1000 Brussel

Avenue des Arts 47-49
1000 Bruxelles

e-mail: contact@plan.be
<http://www.plan.be>

Federaal Planbureau

Het Federaal Planbureau (FPB) is een instelling van openbaar nut.

Het FPB voert beleidsrelevant onderzoek uit op economisch, sociaal-economisch vlak en op het vlak van leefmilieu. Hiertoe verzamelt en analyseert het FPB gegevens, onderzoekt het aanneembare toekomstscenario's, identificeert het alternatieven, beoordeelt het de gevolgen van beleidsbeslissingen en formuleert het voorstellen.

Het stelt zijn wetenschappelijke expertise onder meer ter beschikking van de regering, het Parlement, de sociale gesprekspartners, nationale en internationale instellingen. Het FPB zorgt voor een ruime verspreiding van zijn werkzaamheden. De resultaten van zijn onderzoek worden ter kennis gebracht van de gemeenschap en dragen zo bij tot het democratisch debat.

Het Federaal Planbureau is EMAS en Ecodynamische Onderneming (drie sterren) gecertificeerd voor zijn milieubeheer.

url: <http://www.plan.be>

e-mail: contact@plan.be

Overname wordt toegestaan, behalve voor handelsdoeleinden, mits bronvermelding.

Verantwoordelijke uitgever: Philippe Donnay

Le Bureau fédéral du Plan

Le Bureau fédéral du Plan (BFP) est un organisme d'intérêt public.

Le BFP réalise des études sur les questions de politique économique, socio-économique et environnementale. À cette fin, le BFP rassemble et analyse des données, explore les évolutions plausibles, identifie des alternatives, évalue les conséquences des politiques et formule des propositions.

Son expertise scientifique est mise à la disposition du gouvernement, du parlement, des interlocuteurs sociaux, ainsi que des institutions nationales et internationales. Le BFP assure à ses travaux une large diffusion. Les résultats de ses recherches sont portés à la connaissance de la collectivité et contribuent au débat démocratique.

Le Bureau fédéral du Plan est certifié EMAS et Entreprise Écodynamique (trois étoiles) pour sa gestion environnementale.

url : <http://www.plan.be>

e-mail : contact@plan.be

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

Éditeur responsable : Philippe Donnay

Federaal Planbureau

Kunstlaan 47-49, 1000 Brussel
tel.: +32-2-5077311
fax: +32-2-5077373
e-mail: contact@plan.be
<http://www.plan.be>

Bureau fédéral du Plan

Avenue des Arts 47-49, 1000 Bruxelles
tél. : +32-2-5077311
fax : +32-2-5077373
e-mail : contact@plan.be
<http://www.plan.be>

Welvaartsenveloppes 2021-2022 in de regelingen van sociale zekerheid en bijstand

Studie op vraag van de Gemengde Commissie Welvaartsvastheid

Enveloppes bien-être 2021-2022 dans les régimes de sécurité sociale et d'assistance sociale

Etude à la demande de la Commission mixte liaison au bien-être

Oktober - Octobre 2020

Greet De Vil, Nicole Fasquelle, Hendrik Nevejan, Guy Van Camp

Inhoudstafel - Table des matières

Federaal Planbureau	2
Le Bureau fédéral du Plan	2
Inhoudstafel - Table des matières	2
1. Inleiding.....	1
2. Bruto welvaartsenveloppe 2021-2022	3
2.1. Bruto enveloppe 2021-2022 in de werknemersregeling	3
2.1.1. Globaal	3
2.1.1. Naar tak Pensioenen	3
2.1.2. Naar tak ZIV-uitkeringen	4
2.1.3. Naar tak werkloosheid	5
2.1.4. Naar tak arbeidsongevallen	6
2.1.5. Naar tak beroepsziekten	6
2.2. Bruto enveloppe 2021-2022 in de zelfstandigenregeling	7
2.2.1. Globaal	7
2.2.2. Naar tak pensioenen	7
2.2.3. Naar tak ZIV-uitkeringen	7
2.2.4. Naar tak RSVZ-Overbruggingsrecht	7
2.3. Bruto enveloppe 2021-2022 in de bijstandsregeling	8

1. Inleiding

De wet van 23 december 2005 met betrekking tot het Generatiepact¹ installeert een structureel mechanisme van welvaartsbinding van uitkeringen in de werknemers-, zelfstandigen- en bijstandsregeling². De wet voorziet een procedure in drie stappen. In een eerste fase wordt tweejaarlijks de grootte van de “beschikbare” welvaartsenveloppe per regeling berekend. In een tweede fase wordt door de gemengde commissie welvaartsvastheid een advies opgesteld met betrekking tot de invulling van de beschikbare enveloppen. Concreet gaat het om voorstellen van aanpassingen van uitkeringen, berekeningsplafonds of inkomensdrempels waarbij rekening gehouden wordt met ontwikkelingen inzake economische groei, werkgelegenheidsgraad, duurzaam financieel evenwicht in sociale zekerheid en bijstand, vergrijzing, inactiviteitsvallen, ... Vanaf de enveloppe 2011-2012 dient het advies ook rekening te houden met de eventuele meerkosten of marges (minderkosten) veroorzaakt door de beslissingen met betrekking tot de voorgaande tweejaarlijkse periode. Bovendien heeft de Programmawet van 29 december 2014 de kinderbijslagen uit de berekeningsbasis van de welvaartsenveloppe gehaald, zowel bij de werknemers- als bij de zelfstandigenregeling. In een derde fase beslist de regering over de concrete maatregelen. Indien zij hierbij afwijkt van het advies van de sociale partners, dient dat uitdrukkelijk gemotiveerd te worden.

Tijdens de vergadering van de Gemengde Commissie Welvaartsvastheid van 16/10/2020 werd aan het Federaal Planbureau een raming van de welvaartsenveloppe 2021-2022 per regeling en per tak gevraagd. Vervolgens werd op de vergadering van deze Commissie van 17/11/2020 het detail gevraagd van deze cijfers naar parameter. Dit rapport stelt de door het FPB geraamde bruto enveloppe 2021-2022 voor in de werknemers-, zelfstandigen- en bijstandsregeling. Deze welvaartsenveloppes³ zijn gebaseerd op de parameters zoals voorzien in het Generatiepact, zonder rekening te houden met eventuele meerkosten of marges veroorzaakt door maatregelen in het kader van de voorgaande tweejaarlijkse enveloppe. Die meerkosten of marges worden in een afzonderlijk rapport door het FPB opgesteld op vraag van de Gemengde Commissie Welvaartsvastheid⁴.

De wet voorziet dat de enveloppe in de werknemers- en in de zelfstandigenregeling minimaal⁵ moet overeenstemmen met de geraamde uitgaven van:

- een jaarlijkse welvaartsaanpassing van 1% voor minima en forfaitaire uitkeringen;
- een jaarlijkse verhoging met 1,25% van de grenzen die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de inkomensvervangende uitkeringen en, in de pensioenregeling van werknemers, van het minimumrecht per loopbaanjaar;

¹ Artikel 5 en 6, artikel 72 en 73.

² Hoofdstuk IV van de programmawet van 27 december 2006 voegt artikel 73bis en 73ter toe aan de wet op het Generatiepact waardoor ook de bijstandsregelingen opgenomen worden.

³ De term “bruto” wijst op het feit dat er geen rekening is gehouden met eventuele meerkosten of marges die kunnen ontstaan door beslissingen in het kader van de voorgaande tweejaarlijkse enveloppe.

⁴ Federaal Planbureau, “Berekening van de meerkosten of de marges in 2021-2022 van maatregelen in het kader van de welvaartsenveloppes 2019-2020”, september 2020.

⁵ Merk op dat de regering kan afwijken van het gezamenlijk advies van de CRB en de NAR betreffende de verdeling en de omvang van de financiële middelen bepaald overeenkomstig de wet op het generatiepact, mits uitdrukkelijke motivatie.

- een jaarlijkse welvaartsaanpassing met 0,5% voor alle inkomensvervangende sociale uitkeringen, met uitzondering van de forfaitaire uitkeringen.

Voor de bijstand dient de enveloppe minimaal overeen te stemmen met de som van de geraamde uitgaven van een jaarlijkse welvaartsaanpassing van 1% van het leefloon, het equivalent leefloon, de inkomensvervangende tegemoetkoming aan personen met een handicap (IVT), de inkomensgarantie voor ouderen (IGO) en het gewaarborgd inkomen voor bejaarden (GIB).

De bruto enveloppes voor de tweejaarlijkse periode 2021-2022 worden geraamd op basis van de Economische Begroting van het Federaal Planbureau van september 2020, vervolledigd voor het jaar 2022 met een actualisering van de middellangetermijnperspectieven⁶. Deze vooruitzichten zijn gebaseerd op een scenario waarin de COVID-19 crisis in 2020 is opgenomen en op veronderstellingen over de macro-economische en socio-economische gevolgen ervan. Het moet benadrukt worden dat er grote onzekerheden bestaan omtrent deze gevolgen, in het bijzonder wat deze studie aangaat over het aantal werklozen en gerechtigden op het leefloon, die het bedrag van de enveloppe beïnvloeden.

Het Federaal Planbureau wenst de verschillende administraties (DG Personen met een Handicap, Federale Pensioendienst, Fedris, POD Maatschappelijke Integratie, Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, Rijksdienst voor Ziekte-en invaliditeit, Rijksinstituut voor de Sociale Verzekering der Zelfstandigen) te danken voor hun constructieve medewerking die de opmaak van de welvaartsenveloppes mogelijke maakte.

Hierna worden de verschillende enveloppes per regeling voorgesteld en onderverdeeld naar tak binnen elke regeling (bedragen in miljoen euro aan de index 107,2 (basis 2013=100); dit is de spilindex van toepassing op de sociale uitkeringen vanaf maart 2020)⁷.

⁶ Federaal Planbureau, Economische vooruitzichten 2020-2025 – Actualisering van september 2020, oktober 2020

⁷ Pro memorie, de gemiddelde index van de sociale uitkeringen bedraagt volgens de in september 2020 geactualiseerde Economische Vooruitzichten 107,91 in 2021 en 109,34 in 2022 (basisjaar 2013 = 100).

2. Bruto welvaartsenveloppe 2021-2022

2.1. Bruto enveloppe 2021-2022 in de werknemersregeling

2.1.1. Globaal

Tabel 1 Raming van de bruto enveloppe 2021-2022 in de werknemersregeling
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Pensioenen		
- zonder vakantiegeld in tak pensioenen	169.9	346.7
- met vakantiegeld in tak pensioenen	176.9	361.2
ZIV-uitkeringen	76.5	153.3
- waarvan deel primaire arbeidsongeschiktheid	12.6	21.7
- waarvan deel moederschapsrust	3.8	5.7
- waarvan deel invaliditeit	60.1	125.9
Werkloosheid	58.2	109.4
Beroepsziekten	2.0	4.1
Arbeidsongevallen	2.8	5.6
Totale bruto enveloppe 2021-2022 - zonder vakantiegeld in tak pensioenen	309.4	619.1
Totale bruto enveloppe 2021-2022 - met vakantiegeld in tak pensioenen	316.4	633.6

In bovenstaande tabel worden er twee versies van de enveloppe in de werknemersregeling voorgesteld. Enerzijds een bruto enveloppe die rekening houdt met een verhoging van het vakantiegeld voor gepensioneerden conform de verhoging van de niet-minima, namelijk met 0,5%. Anderzijds een enveloppe die geen rekening houdt met de uitgaven voor het vakantiegeld.

2.1.1. Naar tak Pensioenen

Tabel 2 Pensioenen
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022	2021	2022
	MET VAKANTIEGELD IN TAK PENSIOENEN*		ZONDER VAKANTIEGELD IN TAK PENSIOENEN	
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2021 en 1.1.2022	59.4	121.0	59.4	121.0
Minimumrecht per loopbaanjaar 1,25% op 1.1.2021 en 1.1.2022	0.9	3.5	0.9	3.5
Plafond 1,25% op 1.1.2021 en 1.1.2022	0.0	0.1	0.0	0.1
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2021 en 1.1.2022	116.6	236.5	109.7	222.1
Totale bruto enveloppe 2021-2022	176.9	361.2	169.9	346.7

* De uitgaven voor vakantiegeld worden verhoogd zoals de verhoging van de niet-minima, namelijk met 0,5%

Bovenstaande tabel geeft de opsplitsing naar parameter van de bruto enveloppe 2021-2022 in de tak pensioenen. Opnieuw worden er twee versies van de enveloppe voorgesteld: enerzijds met vakantiegeld en anderzijds zonder vakantiegeld. Het vakantiegeld wordt verhoogd met 0,5% conform

de “welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen” en is in deze lijn van bovenstaande tabel terug te vinden.

2.1.2. Naar tak ZIV-uitkeringen

Tabel 3 TOTAAL ZIV-UITKERINGEN
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2021 en 1.1.2022	50,4	105,1
Plafond 1,25% op 1.1.2021 en 1.1.2022	2,8	8,0
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2021 en 1.1.2022	23,2	40,1
Totale bruto enveloppe 2021-2022	76,5	153,3

Onderstaande tabellen splitst de enveloppe voor ZIV-uitkeringen op tussen primaire arbeidsongeschiktheid, moederschapsrust en invaliditeit.

Tabel 4 ZIV-uitkeringen: deel primaire ongeschiktheid
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2021 en 1.1.2022	1,6	3,4
Plafond 1,25% op 1.1.2021 en 1.1.2022	1,8	5,0
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2021 en 1.1.2022	9,1	13,3
Totale bruto enveloppe 2021-2022	12,6	21,7

Tabel 5 ZIV-uitkeringen: deel moederschaprust
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2021 en 1.1.2022	-	-
Plafond 1,25% op 1.1.2021 en 1.1.2022	0,6	1,4
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2021 en 1.1.2022	3,2	4,2
Totale bruto enveloppe 2021-2022	3,8	5,7

Tabel 6 ZIV-uitkeringen: deel invaliditeit
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2021 en 1.1.2022	48,7	101,8
Plafond 1,25% op 1.1.2021 en 1.1.2022	0,4	1,5
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2021 en 1.1.2022	10,9	22,6
Totale bruto enveloppe 2021-2022	60,1	125,9

2.1.3. Naar tak werkloosheid

Tabel 7 Werkloosheid
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2021 en 1.1.2022	37,3	73,4
Plafond 1,25% op 1.1.2021 en 1.1.2022	5,3	10,7
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2021 en 1.1.2022	15,6	25,3
Totale bruto enveloppe 2021-2022	58,2	109,4

2.1.4. Naar tak arbeidsongevallen

Tabel 8 Arbeidsongevallen
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2021 en 1.1.2022	1.4	2.7
Plafond 1,25% op 1.1.2021 en 1.1.2022	0.1	0.4
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2021 en 1.1.2022	1.3	2.6
Totale bruto enveloppe 2021-2022	2.8	5.6

Sinds 2012 zijn de welvaartsaanpassingen voor de vergoedingen ten laste van Fedris, ook deze voor de uitkeringen die betaald worden door de verzekeringsmaatschappijen. Daarom wordt voortaan geen opdeling meer gemaakt tussen Fedris en de verzekeringsmaatschappijen. De verhoging van het plafond daarentegen is wel ten laste van de verzekeraars. Aangezien zij bij de toekenning van een verhoging van het plafond reserves dienen aan te leggen, dient de berekening voor de verzekeraars gemaakt te worden in kapitalisatie, terwijl de enveloppe berekend wordt in repartitie. De methode voor deze omzetting naar repartitie werd een aantal jaren geleden vastgelegd in samenspraak met de verzekeraars.

2.1.5. Naar tak beroepsziekten

Tabel 9 Beroepsziekten
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2021 en 1.1.2022	1.6	3.1
Plafond 1,25% op 1.1.2021 en 1.1.2022	0.1	0.2
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2021 en 1.1.2022	0.4	0.7
Totale bruto enveloppe 2021-2022	2.0	4.1

2.2. Bruto enveloppe 2021-2022 in de zelfstandigenregeling

2.2.1. Globaal

Tabel 10 Raming van de bruto enveloppe 2021-2022 in de zelfstandigenregeling
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Pensioenen	37,5	76,1
ZIV-uitkeringen	6,2	12,8
Overbruggingsrecht	0,1	0,1
Totale bruto enveloppe 2021-2022	43,8	89,0

2.2.2. Naar tak pensioenen

Tabel 11 Pensioenen
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2021 en 1.1.2022	34,3	69,6
Plafond 1,25% op 1.1.2021 en 1.1.2022	0,0	0,0
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2021 en 1.1.2022	3,2	5,4
Totale bruto enveloppe 2021-2022	37,5	76,1

2.2.3. Naar tak ZIV-uitkeringen

Tabel 12 ZIV-uitkeringen
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2021 en 1.1.2022		
Primaire arbeidsongeschiktheid	1,3	2,7
Invaliditeit	4,4	9,1
Moederschapsrust	0,5	0,9
Totale bruto enveloppe 2021-2022	6,2	12,8

2.2.4. Naar tak RSVZ-Overbruggingsrecht

Tabel 13 RSVZ-Overbruggingsrecht
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2021 en 1.1.2022	0,1	0,1
Totale bruto enveloppe 2021-2022	0,1	0,1

2.3. Bruto enveloppe 2021-2022 in de bijstandsregeling

Tabel 14 Raming van de bruto enveloppe 2021-2022 in de bijstandsregeling
In miljoen euro, aan index 107,2 (basis 2013=100)

	2021	2022
Leefloon en equivalent leefloon*	15.5	32.8
Inkomensvervangende tegemoetkoming aan personen met een handicap (IVT)	13.8	27.7
Inkomensgarantie voor ouderen (IGO) en Gewaarborgd inkomen voor bejaarden (GIB)	13.6	27.5
Totale bruto enveloppe 2021-2022	42.9	87.9

*Het leefloon is in de enveloppeberekening opgenomen voor het gedeelte van de toelage van de federale overheid aan de OCMW's.

De bijstandsuitkering vormt vaak een aanvulling op andere inkomens (uit arbeid, sociale uitkeringen, inkomen van de partner,...). Bij het bepalen van de hoogte van de bijstandsuitkering wordt rekening gehouden met (een gedeelte van) die inkomens. Bij de raming van de welvaartsenveloppe speelt de evolutie van deze bestaansmiddelen dan ook een belangrijke rol. Maar aangezien deze evolutie onzeker is, dienen hierover hypothesen gesteld te worden. De raming van de bruto enveloppe 2021-2022 zoals voorgesteld in tabel 14, veronderstelt geen groei van de bestaansmiddelen in 2021-2022 en kent dus aan alle bijstandsgerechtigden de waarde in euro toe van de verhoging van het baremabedrag met 1%⁸.

⁸ Zoals toegelicht in WP4-11 van het FPB ("Welvaartsbinding van sociale en bijstandsuitkeringen", Federaal Planbureau, WP4-11, maart 2011), kunnen andere hypothesen over bijvoorbeeld de evolutie van de bestaansmiddelen leiden tot divergerende welvaartsenveloppen. Het is echter essentieel dat dezelfde hypothesen worden gebruikt zowel voor de berekening van de beschikbare enveloppe als voor de raming van de financiële weerslag van de maatregelen effectief genomen in het kader van de enveloppe. Indien aan deze voorwaarde voldaan is, dan zullen verschillen in de raming van de beschikbare enveloppe en in de raming van de kosten van de maatregelen genomen in het kader van de enveloppe van dezelfde grootteorde zijn (ex ante), en dit ongeacht de evolutie van de bestaansmiddelen (behalve wanneer de toekenning van de enveloppe gericht zou zijn op een categorie waarvan de evolutie van de bestaansmiddelen sterk zou afwijken van die van de andere categorieën). Indien het totale bedrag van de enveloppe herverdeeld kan worden over de verschillende bijstandsregelingen, is het ook aangewezen dat dezelfde methode gebruikt wordt voor de verschillende regelingen.

Annexe 4

Calcul du surcoût ou de la marge en 2021-2022 des mesures prises dans le cadre des enveloppes bien-être 2019-2020



**Federaal
Planbureau**

Economische analyses en vooruitzichten

**Bureau
fédéral du Plan**

Analyses et prévisions économiques

REP-ENVBIENETRE_12222

Berekening van de meerkosten of de marges in 2021-2022 van maatregelen in het kader van de welvaartsenveloppes 2019-2020

Studie op vraag van de Gemengde Commissie Welvaartsvastheid

Calcul du surcoût ou de la marge en 2021-2022 des mesures prises dans le cadre des enveloppes bien-être 2019-2020

Etude à la demande de la Commission mixte liaison au bien-être

September - Septembre 2020

Greet De Vil, Nicole Fasquelle, Hendrik Nevejan, Guy Van Camp

Kunstlaan 47-49
1000 Brussel

Avenue des Arts 47-49
1000 Bruxelles

e-mail: contact@plan.be
<http://www.plan.be>

Federaal Planbureau

Het Federaal Planbureau (FPB) is een instelling van openbaar nut.

Het FPB voert beleidsrelevant onderzoek uit op economisch, sociaal-economisch vlak en op het vlak van leefmilieu. Hiertoe verzamelt en analyseert het FPB gegevens, onderzoekt het aanneembare toekomstscenario's, identificeert het alternatieven, beoordeelt het de gevolgen van beleidsbeslissingen en formuleert het voorstellen.

Het stelt zijn wetenschappelijke expertise onder meer ter beschikking van de regering, het Parlement, de sociale gesprekspartners, nationale en internationale instellingen. Het FPB zorgt voor een ruime verspreiding van zijn werkzaamheden. De resultaten van zijn onderzoek worden ter kennis gebracht van de gemeenschap en dragen zo bij tot het democratisch debat.

Het Federaal Planbureau is EMAS en Ecodynamische Onderneming (drie sterren) gecertificeerd voor zijn milieubeheer.

url: <http://www.plan.be>

e-mail: contact@plan.be

Overname wordt toegestaan, behalve voor handelsdoeleinden, mits bronvermelding.

Verantwoordelijke uitgever: Philippe Donnay

Le Bureau fédéral du Plan

Le Bureau fédéral du Plan (BFP) est un organisme d'intérêt public.

Le BFP réalise des études sur les questions de politique économique, socio-économique et environnementale. À cette fin, le BFP rassemble et analyse des données, explore les évolutions plausibles, identifie des alternatives, évalue les conséquences des politiques et formule des propositions.

Son expertise scientifique est mise à la disposition du gouvernement, du parlement, des interlocuteurs sociaux, ainsi que des institutions nationales et internationales. Le BFP assure à ses travaux une large diffusion. Les résultats de ses recherches sont portés à la connaissance de la collectivité et contribuent au débat démocratique.

Le Bureau fédéral du Plan est certifié EMAS et Entreprise Écodynamique (trois étoiles) pour sa gestion environnementale.

url : <http://www.plan.be>

e-mail : contact@plan.be

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

Éditeur responsable : Philippe Donnay

Federaal Planbureau

Kunstlaan 47-49, 1000 Brussel
tel.: +32-2-5077311
fax: +32-2-5077373
e-mail: contact@plan.be
<http://www.plan.be>

Bureau fédéral du Plan

Avenue des Arts 47-49, 1000 Bruxelles
tél. : +32-2-5077311
fax : +32-2-5077373
e-mail : contact@plan.be
<http://www.plan.be>

Berekening van de meerkosten of de marges in 2021-2022 van maatregelen in het kader van de welvaartsenveloppes 2019-2020

Studie op vraag van de Gemengde Commissie Welvaartsvastheid

Calcul du surcoût ou de la marge en 2021-2022 des mesures prises dans le cadre des enveloppes bien-être 2019-2020

Etude à la demande de la Commission mixte liaison au bien-être

September - Septembre 2020

Greet De Vil, Nicole Fasquelle, Hendrik Nevejan, Guy Van Camp

Inhoudstafel - Table des matières

Federaal Planbureau	2
Le Bureau fédéral du Plan	2
Inhoudstafel - Table des matières	2
1. Inleiding.....	1
2. Meerkosten of marges in 2021-2022 van maatregelen in het kader van de welvaartsenvelopes 2019-2020.....	4
2.1. In de werknemersregeling	4
2.1.1. Globaal	4
2.1.2. Naar tak pensioenen	5
2.1.3. Naar tak ZIV-uitkeringen	6
2.1.4. Naar tak werkloosheid	9
2.1.5. Naar tak arbeidsongevallen	10
2.1.6. Naar tak beroepsziekten	11
2.2. In de zelfstandigenregeling	12
2.2.1. Globaal	12
2.2.3. Naar tak pensioenen	13
2.2.4. Naar tak ZIV-uitkeringen	13
2.2.5. Naar tak RSVZ-Overbruggingsrecht	14
2.3. In de bijstandsregeling	15

1. Inleiding

De wet van 23 december 2005 met betrekking tot het Generatiepact¹ installeert een structureel mechanisme van welvaartsbinding van uitkeringen in de werknemers-, zelfstandigen- en bijstandsregeling². De wet voorziet een procedure in drie stappen. In een eerste fase wordt tweejaarlijks de grootte van de bruto welvaartsenveloppe per regeling³ berekend⁴. In een tweede fase wordt door de gemengde commissie welvaartsvastheid van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en de Nationale Arbeidsraad een advies opgesteld met betrekking tot de invulling van de beschikbare enveloppen. Concreet gaat het om voorstellen van aanpassingen van uitkeringen, berekeningsplafonds of inkomensdrempels waarbij rekening gehouden wordt met ontwikkelingen inzake economische groei, werkgelegenheidsgraad, duurzaam financieel evenwicht in sociale zekerheid en bijstand, vergrijzing, inactiviteitsvallen, ... Vanaf de enveloppe 2011-2012 dient het advies ook rekening te houden met de eventuele meerkosten of marges (minderkosten) veroorzaakt door de beslissingen met betrekking tot de voorgaande tweejaarlijkse periode. In een derde fase beslist de regering over de concrete maatregelen. Indien zij hierbij afwijkt van het advies van de sociale partners, dient dat uitdrukkelijk gemotiveerd te worden.

Dit rapport stelt de marges of meerkosten in 2021-2022 van de genomen maatregelen in 2019-2020 in het kader van de welvaartsenveloppes 2019-2020 voor, berekend door het Federaal Planbureau op vraag van de gemengde commissie welvaartsvastheid (CRB/NAR). Het FPB wenst de verschillende administraties (DG Personen met een Handicap, Federale Pensioendienst, Fedris, POD Maatschappelijke Integratie, Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, Rijksdienst voor Ziekte-en invaliditeit, Rijksinstituut voor de Sociale Verzekering der Zelfstandigen) uitdrukkelijk te danken voor hun constructieve medewerking die de opmaak van deze berekeningen mogelijke maakte.

De bruto enveloppe voor welvaartsaanpassingen, berekend volgens de parameters van het generatiepact, heeft uiteraard een bepaalde meerjaarlijkse dynamiek, gegeven het relatieve gewicht van de verschillende parameters (1,25%; 1%; 0,5%) die de enveloppe bepaalt. Binnen elke regeling (werknemers, zelfstandigen of bijstand) kan de toewijzing van de tweejaarlijkse enveloppe door de regering op voorstel van de sociale partners vrij gebeuren over takken (pensioenen, ZIV, werkloosheid. ...), types uitkeringen en categorieën van gerechtigden heen. Ook deze maatregelen brengen gerelateerde uitgaven met een eigen dynamiek over verschillende jaren met zich mee. In grote lijnen⁵ onderscheiden we enerzijds herwaarderingsmaatregelen waarvan de gerelateerde uitgaven een op termijn uitdovend karakter hebben en anderzijds herwaarderingsmaatregelen waarvan de uitgaven een permanent karakter hebben. Zo leidt de herwaardering van een niet-forfaitaire uitkering (bijvoorbeeld, een welvaartsaanpassing op 1 september 2019 van de pensioenen die 5 jaar geleden

¹ Artikel 5 en 6, artikel 72 en 73.

² Hoofdstuk IV van de programmawet van 27 december 2006 voegt artikel 73bis en 73ter toe aan de wet op het Generatiepact waardoor ook de bijstandsregelingen opgenomen worden.

³ De Programmawet van 29 december 2014 heeft de kinderbijslagen uit de berekeningsbasis van de welvaartsenveloppe gehaald, zowel bij de werknemers- als bij de zelfstandigenregeling.

⁴ De raming van het Federaal Planbureau van de enveloppe voor de periode 2021-2022 is beschikbaar in het rapport van het Federaal Planbureau "Welvaartsenveloppes 2021-2022 in de regelingen van sociale zekerheid en bijstand", oktober 2020.

⁵ Voor een uitgebreide analyse, zie "Avis relatif à l'enveloppe budgétaire 2009-2010 réservée aux adaptations au bien-être", Studiecommissie voor de Vergrijzing, Hoge Raad van Financiën, juli 2008.

ingegaan zijn met 2%) tot tijdelijke kosten. De kosten dalen immers naarmate de generatie waarop de maatregel van toepassing is, uitsterft. Omgekeerd zal een herwaardering van een berekeningsparameter (zoals een plafond of een vervangingsratio) of van een forfaitaire of minimumuitkering permanente kosten veroorzaken in de mate dat de maatregel niet enkel betrekking heeft op huidige generatie(s) maar ook op toekomstige generaties gerechtigden. Verder kan het toewijzen van de enveloppe ten voordele van een bepaalde tak of een categorie gerechtigden waarvan het aantal gerechtigden een stijgende trend vertoont in vergelijking met andere takken of categorieën eveneens leiden tot hogere kosten in de daaropvolgende jaren.

Gegeven bovenvermelde verschillende uitgavenprofielen kunnen de meerjaarlijkse kosten van de beschikbare enveloppe (als totaal van de uitgaven per regeling op basis van de parameters 1,25; 1 en 0,5) verschillen van de meerjaarlijkse kosten van de genomen maatregelen in het kader van die enveloppe. Eenzelfde enveloppe, die op verschillende manieren tussen verschillende herwaarderingen wordt verdeeld, kan dus op langere termijn tot sterk uiteenlopende uitgavenprofielen leiden. Met andere woorden, de maatregelen genomen in het kader van de toewijzing van de enveloppe 2019-2020 kunnen in 2021-2022 tot kosten leiden die verschillen van de kosten die gegenereerd zouden zijn bij toepassing van de herwaarderingen volgens de berekeningsregels van de bruto enveloppe 2019-2020. Het verschil in 2021-2022 van enerzijds de kosten van de bruto enveloppe 2019-2020 en anderzijds de kosten van de genomen maatregelen in het kader van de enveloppe 2019-2020, geeft de meerkosten (-) of marge (+) van de beslissingen met betrekking tot de enveloppe 2019-2020 in 2021-2022.

Merk op dat de impact van de COVID-19 crisis zowel wordt doorgerekend op de ramingen van de bruto enveloppe als op de raming van de maatregelen. Beiden houden dus rekening met de gevolgen van deze crisis op het aantal gerechtigden (dit is in het bijzonder van belang voor de onderdelen werkloosheid en leefloon) zodat de gevolgen van de gezondheids crisis binnen een tak geneutraliseerd worden bij de berekening van meerkosten en marges.

Bij de berekening van de globale meerkosten of marges per regeling (Tabel 1, Tabel 10 en Tabel 14) werd ook een lijn opgenomen met de aangepaste bruto enveloppe. Deze aangepaste bruto enveloppe houdt rekening met de beslissing van de regering om een voorafname te doen op de enveloppe 2019 van 80 miljoen⁶ (enkel impact in 2019), alsook met de meerkosten of marges in 2019-2020 van de maatregelen in het kader van de enveloppe 2017-2018.⁷ Deze reductie van de bruto enveloppe werd voor dit rapport overgenomen uit het advies van de sociale partners van 23 april 2019 (tabel 1.3.2) en omgezet in de prijsindices die in dit rapport worden gehanteerd. In de tabellen met de opsplitsing van de meerkosten of marges per tak binnen een regeling werd geen rekening gehouden met deze reductie.

⁶ Tijdens de thematische ministerraad van 26 juli 2017 over de economische ontwikkeling en sociale cohesie werd beslist om in het kader van armoedebestrijding 80 miljoen euro te besteden aan de strijd tegen armoede. Ter concretisering hiervan werd bij de begrotingsopmaak 2018 een enveloppe van 80 miljoen euro voorafgenomen uit de welvaartsenveloppe 2019 om bepaalde uitkeringen sneller te laten stijgen. De totale welvaartsenveloppe diende daarom gecorrigeerd te worden voor deze voorafname (begrotingsnotificatie van 26 juli 2018). In het advies Welvaartsvastheid 2019-2020 werden twee opties uitgewerkt: een optie waarin zowel in 2019 als in 2020 de enveloppe werd verminderd met de voorafname van 80 miljoen en een optie waarin de voorafname enkel werd geïmputeerd op de enveloppe van 2019. Na contact met de regering op 27 maart heeft de Groep van 10 de tweede optie weerhouden.

⁷ Advies "Welvaartsvastheid 2019-2020" van de Nationale Arbeidsraad en de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven, 23 april 2019

Hierna wordt per regeling en per tak de meerkosten of marges voorgesteld. Alle bedragen zijn uitgedrukt in lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2 basis 2013 = 100, dit is de spilindex van toepassing op de sociale uitkeringen vanaf maart 2020) en in miljoen euro.

2. Meerkosten of marges in 2021-2022 van maatregelen in het kader van de welvaartsenveloppes 2019-2020.

2.1. In de werknemersregeling

2.1.1. Globaal

Tabel 1 Raming van de meerkosten of marges veroorzaakt door de maatregelen voor welvaartsvastheid genomen door de regering op advies van de sociale partners voor de periode 2019-2020 - WERKNEMERSREGELING
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
A. Regeringsmaatregelen die kaderen in de toewijzing van de enveloppe 2019-2020				
FPD Pensioenregeling voor werknemersregeling	132.3	331.7	336.5	339.8
ZIV-uitkeringen in de werknemersregeling	53.4	138.6	143.4	146.6
RVA Werkloosheidsuitkeringen, met bedrijfstoelage, tijdskrediet	35.5	149.0	107.9	102.5
FAO en VM Arbeidsongevallen	2.5	6.9	7.1	7.3
FBZ Beroepsziekten	2.3	5.7	5.6	5.5
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	226.1	631.9	600.4	601.7
B. Bruto enveloppe 2019-2020 in de werknemersregeling				
FPD Pensioenregeling voor werknemersregeling	163.1	336.0	339.2	340.4
ZIV-uitkeringen in de werknemersregeling	67.4	138.1	132.4	132.5
RVA Werkloosheidsuitkeringen, met bedrijfstoelage, tijdskrediet	49.8	153.4	118.1	114.3
FAO en VM Arbeidsongevallen	2.9	6.1	6.5	6.9
FBZ Beroepsziekten	1.9	3.8	3.7	3.6
Bruto enveloppe 2019-2020 in de werknemersregeling	285.0	637.4	599.8	597.7
Aangepaste bruto enveloppe 2019-2020 in de werknemersregeling, rekening houdend met het advies sociale partners van 23 april 2019, tabel 1.3.2	231.8	633.1	595.4	593.3
C. Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe				
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe, met aangepaste bruto enveloppe	59.0	5.5	-0.6	-4.0
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe, met aangepaste bruto enveloppe	5.8	1.2	-5.0	-8.4

Globaal leiden de genomen maatregelen in het kader van de aangepaste welvaartsenveloppe 2019-2020 in de werknemersregeling tot een meerkost van 5,0 miljoen euro in 2021 en van 8,4 miljoen euro in 2022.

2.1.2. Naar tak pensioenen

Tabel 2 Pensioenen
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
Toewijzing enveloppe 2019-2020				
Verhoging proportionele pensioenen ingegaan voor 2010 (excl minima) met 0,785% op 01-08-2019	40.0	100.1	92.8	85.9
Verhoging gewaarborgd minimumpensioen volledige loopbaan met 1% op 01-07-2019	17.4	36.1	37.8	38.9
Verhoging gewaarborgd minimumpensioen onvolledige loopbaan met 2,4112% op 01-07-2019	24.0	50.4	52.7	54.3
Verhoging minimumrecht per loopbaanjaar met 2.4112% op 01-01-2020	0.0	1.5	4.4	7.4
Verhoging plafond minimum jaarrecht +2.4112% op 01-01-2020	0.0	0.8	2.2	3.7
Verhoging vakantiegeld met 3,7% op 01-05-2019 en met 4,05% op 01-05-2020 (in totaal +7,9%)	43.9	95.7	99.9	103.3
Verhoging loonplafond met 1,7% op 01-01-2020	0.0	0.0	0.1	0.3
Verhoging alle uitkeringen ingegaan 5 jaar geleden (in 2014) met 2%, zonder minima op 01/09/2019	7.1	22.2	21.9	21.6
Verhoging alle uitkeringen ingegaan 5 jaar geleden (in 2015) met 2%, zonder minima op 01/01/2020	0.0	24.8	24.5	24.2
Aanpassen beperking overlevingspensioenen bij cumul met sociale uitkeringen (linken aan IGO-bedrag)	0.0	0.1	0.1	0.1
<i>Forfaitaire lonen optrekken tot welvaartsniveau 2020 (voor loopbaanjaren vanaf 2000) (onder voorbehoud van inwerking treden maatregel)</i>	0.0	0.0	0.1	0.1
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	132.3	331.7	336.5	339.8
Bruto enveloppe 2019-2020				
Loongrens +1,25% op 01-01-2019 en 01-01-2020	0.0	0.1	0.3	0.7
Minimumrecht per loopbaanjaar +1,25% op 01-01-2019 en 01-01-2020	0.8	3.2	5.2	7.3
Minimumpensioenen +1% op 01-01-2019 en 01-01-2020	52.7	109.7	114.8	118.2
+0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 01-01-2019 en 01-01-2020 (inclusief vakantiegeld)	109.6	223.1	218.9	214.2
Totaal bruto enveloppe 2019-2020	163.1	336.0	339.2	340.4
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	30.8	4.4	2.7	0.5

2.1.3. Naar tak ZIV-uitkeringen

Tabel 3 TOTAAL ZIV-UITKERINGEN
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
Toewijzing enveloppe 2019-2020	53.4	138.6	143.4	146.6
Bruto enveloppe 2019-2020				
Loongrens +1,25% op 1.1.2019 en 1.1.2020	2.7	7.1	9.1	9.9
Minima en forfaits +1% op 1.1.2019 en 1.1.2020	44.0	94.6	98.8	102.5
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2019 en 1.1.2020	20.8	36.4	24.4	20.0
Totaal bruto enveloppe 2019-2020	67.4	138.1	132.4	132.5
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	14.0	-0.5	-11.1	-14.1

Onderstaande tabellen splitst de berekening van de marges voor ZIV-uitkeringen op tussen primaire arbeidsongeschiktheid, moederschapsrust en invaliditeit.

Tabel 4 ZIV-uitkeringen: deel primaire arbeidsongeschiktheid
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
Toewijzing enveloppe 2019-2020				
Verhoging plafonds +1,1% op 1.1.2020	0.0	1.7	2.7	2.8
Verhoging minima: regelmatige werknemers (gezinslast en alleenstaanden +1,0%; samenwonende +2.4112%) op 1.7.2019 ; onregelmatige werknemers zonder gezinslast +2,0% op 1.7.2019 ; onregelmatige werknemers (met gezinslast +1,25% en zonder gezinslast +1,225%) op 1.1.2020 ; forfait hulp van derden +5% op 1.8.2019	1.1	3.1	3.0	3.1
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	1.1	4.8	5.8	5.9
Bruto enveloppe 2019-2020				
Loongrens +1,25% op 1.1.2019 en 1.1.2020	1.7	4.6	5.7	5.8
Minima en forfaits +1% op 1.1.2019 en 1.1.2020	1.6	3.3	3.3	3.3
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2019 en 1.1.2020	8.1	12.1	3.3	0.0
Totaal bruto enveloppe 2019-2020	11.5	20.0	12.3	9.1
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	10.3	15.2	6.5	3.2

Tabel 5 ZIV-uitkeringen: deel moederschapsrust
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
Toewijzing enveloppe 2019-2020				
Verhoging plafond met 1,1% op 1.1.2020	0.0	0.5	0.7	0.7
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	0.0	0.5	0.7	0.7
Bruto enveloppe 2019-2020				
Loongrens +1,25% op 1.1.2019 en 1.1.2020	0.6	1.4	1.6	1.6
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2019 en 1.1.2020	3.0	3.9	0.9	0.0
Totaal bruto enveloppe 2019-2020	3.6	5.3	2.5	1.6
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	3.6	4.8	1.8	0.9

Tabel 6 ZIV-uitkeringen: deel invaliditeit
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
Toewijzing enveloppe 2019-2020				
Verhoging plafonds +1,1% op 1.1.2020	0.0	0.3	0.7	1.0
Verhoging minima regelmatige werknemers (gezinslast en alleenstaanden +1,0%; samenwonende +2.4112%) op 1.7.2019	22.8	49.5	51.9	54.0
Verhoging minima onregelmatige werknemers: zonder gezinslast +2,0% op 1.7.2019 ; met gezinslast +1,25% en zonder gezinslast +1,225% op 1.1.2020	7.1	28.0	29.3	30.5
Verhoging van de forfaits voor de mijnwerkers +2,4112% op 1.7.2019 ; forfait hulp van derden +5% op 1.8.2019	2.6	6.6	6.6	6.6
Cohorte 2013 (6 jaar), cohorte 2014 (5 jaar), cohorte 2015 (5 jaar), exclusief minima +2% op 1.9.2019 ; verhoging uitkeringen ingegaan vóór 2010 (exclusief minima) +0,7% op 1.8.2019 en +0,0993% op 1.1.2020	4.3	15.8	14.1	12.6
Inhaalpremie voor personen met gezinslast +50 euro na 1 jaar en na 2 jaar AO op 1.5.2019 ; voor personen met gezinslast +50 euro na 1 jaar en +55 euro na 2 jaar AO op 1.5.2020 ; voor personen zonder gezinslast +20 euro na 1 jaar en +40 euro na 2 jaar AO op 1.5.2019 en op 1.5.2020	15.5	33.1	34.3	35.3
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	52.3	133.3	137.0	140.0
Bruto enveloppe 2019-2020				
Loongrens +1,25% op 1.1.2019 en 1.1.2020	0.4	1.1	1.8	2.5
Minima en forfaits +1% op 1.1.2019 en 1.1.2020	42.4	91.3	95.5	99.2
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2019 en 1.1.2020	9.6	20.4	20.3	20.0
Totaal bruto enveloppe 2019-2020	52.4	112.8	117.6	121.7
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	0.1	-20.5	-19.3	-18.3

2.1.4. Naar tak werkloosheid

Tabel 7 Werkloosheid
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
Toewijzing enveloppe 2019-2020				
Bedragen thematische verlopen voor alleenstaanden met kinderen +4,5% op 1.1.2020	0.0	0.6	0.5	0.5
Verhoging minima en forfaits bij volledige werkloosheid (3,5 % voor gezinshoofden, 2,4112 % voor alleenstaanden, 2 % voor niet- bevoorrechte samenwonenden, 3,5 % voor bevoorrechte samenwonenden) op 1.7.2019	31.9	67.4	78.3	76.3
Verhoging minima en forfaits bij tijdelijke werkloosheid: 3,5 % op 1.7.2019; één minimum voor alle gezinscategorieën (op het niveau van dat met gezinslast op 1.1.2020)	0.1	40.9	4.6	2.5
Verhoging minima en forfaits: bij werkloosheid met bedrijfstoeslag (3,5 % voor gezinshoofden, 2,4112 % voor alleenstaanden, 2 % voor samenwonenden) en bij onthaalouders (2,4112 %) op 1.7.2019 ; inschakelingsuitkering voor alleenstaanden +0,8191% op 1.1.2020 ; jeugd- en seniorvakantie +2,4112% op 1.1.2020 ; samenwonenden werklozen tot code 39 (eerste periode) op 1.1.2020	0.1	1.2	1.3	1.3
Plafond (bestaande maxima en nieuwe intredes): +1,1% in volledige werkloosheid op 1.9.2019 ; +1,1% voor jeugd- en seniorvakantie op 1.1.2020	2.7	9.3	11.8	12.5
Plafond (bestaande maxima en nieuwe intredes): +1,1% in tijdelijke werkloosheid op 1.9.2019	0.6	21.0	3.4	1.8
Plafond (bestaande maxima en nieuwe intredes): +1,0% in SWT op 1.1.2020	0.0	6.2	5.5	5.1
IGU (uniforme uurtoeslag op het niveau van die met gezinslast) op 1.1.2020	0.0	2.5	2.5	2.4
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	35.5	149.0	107.9	102.5
Bruto enveloppe 2019-2020				
Loongrens +1,25% op 1.1.2019 en 1.1.2020	4.1	49.6	22.1	23.4
Minima en forfaits +1% op 1.1.2019 en 1.1.2020	31.6	67.7	73.6	72.2
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2019 en 1.1.2020	14.1	36.1	22.3	18.6
Totaal bruto enveloppe 2019-2020	49.8	153.4	118.1	114.3
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	14.3	4.4	10.2	11.7

Certains des résultats de la branche chômage pour l'année 2020 sont marqués par la crise sanitaire et son impact sur le chômage temporaire. Parmi les mesures répertoriées en chômage temporaire, on peut relever le coût de l'augmentation des minima et de l'instauration d'un seul minimum au niveau de celui de chef de ménage, ainsi que le relèvement du plafond salarial. L'enveloppe théorique brute relative à l'année 2020, recalculée en tenant compte de la crise sanitaire, reste globalement supérieure à l'enveloppe attribuée mais pas pour chaque paramètre de calcul. Le coût des revalorisations des minima et forfaits accordées dans le cadre de l'enveloppe brute est inférieur au coût des minima et forfaits des mesures, principalement en raison du coût de l'instauration d'un seul minimum en chômage temporaire. Par contre, le coût de la revalorisation du plafond salarial dans l'enveloppe théorique (2 revalorisations de 1,25%, au 1/1/2019 et au 1/1/2020) est supérieur au coût de la mesure de revalorisation

du plafond salarial en chômage temporaire. Enfin l'enveloppe théorique brute comprend deux revalorisations de 0,5% (au 1/1/2019 et au 1/1/2020) des allocations non minimales et non forfaitaires, ce qui permet globalement de dégager une marge en 2020.

En matière de chômage temporaire, les effets de la crise sanitaire seraient très nettement moindres en 2021 (avec un retour aux conditions habituelles d'accès et d'indemnisation) d'après les perspectives de moyen terme du Bureau fédéral du Plan et une situation habituelle en termes de nombre de bénéficiaires serait présente à partir de 2022. Cependant le nombre de chômeurs complets augmenterait fortement en 2021. Il faut souligner que toutes ces estimations sont tributaires du scénario macroéconomique retenu, largement entouré d'incertitude quant à l'évolution et aux conséquences de la crise du COVID-19.

2.1.5. Naar tak arbeidsongevallen

Tabel 8 Arbeidsongevallen
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
Toewijzing enveloppe 2019-2020				
Minima en forfaitaire bedragen 2,4112% op 1.7.2019	1.4	2.9	2.9	3.0
Plafond 1,1% op 1.1.2020		0.2	0.4	0.5
Cohorte 2013, 6 jaar, 2% op 1.9.2019	0.1	0.2	0.2	0.2
Cohorte 2014, 5 jaar, 2% op 1.9.2019	0.1	0.2	0.2	0.2
Cohorte 2015, 5 jaar, 2% op 1.1.2020		0.2	0.2	0.2
Overige uitkeringen ingegaan vóór 2010, 0,7% op 1.8.2019 en 0,0993% op 1.1.2020	0.6	1.7	1.6	1.6
Verlaging sociale bijdrage na pensionering tot 5,34% op 1.10.2019	0.4	1.5	1.5	1.5
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	2.5	6.9	7.1	7.3
Bruto enveloppe 2019-2020				
Loongrens +1,25% op 1.1.2019 en 1.1.2020	0.2	0.6	1.0	1.4
Minima en forfaits +1% op 1.1.2019 en 1.1.2020	1.3	2.6	2.7	2.7
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2019 en 1.1.2020	1.4	2.9	2.8	2.7
Totaal bruto enveloppe 2019-2020	2.9	6.1	6.5	6.9
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	0.4	-0.7	-0.6	-0.4

2.1.6. Naar tak beroepsziekten

Tabel 9 Beroepsziekten
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
Toewijzing enveloppe 2019-2020				
Minima en forfaitaire bedragen 2,4112% op 1.7.2019	1.7	3.5	3.3	3.2
Plafond 1,1% op 1.1.2020		0.0	0.1	0.1
Cohorte 2013, 6 jaar, 2% op 1.9.2019	0.0	0.1	0.1	0.1
Cohorte 2014, 5 jaar, 2% op 1.9.2019	0.0	0.1	0.1	0.1
Cohorte 2015, 5 jaar, 2% op 1.1.2020		0.0	0.0	0.0
Overige uitkeringen ingegaan vóór 2010, 0,7% op 1.8.2019 en 0,0993% op 1.1.2020	0.1	0.4	0.3	0.3
Verlaging sociale bijdrage na pensionering tot 5,34% op 1.10.2019	0.4	1.7	1.6	1.6
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	2.3	5.7	5.6	5.5
Bruto enveloppe 2019-2020				
Loongrens +1,25% op 1.1.2019 en 1.1.2020	0.1	0.2	0.2	0.3
Minima en forfaits +1% op 1.1.2019 en 1.1.2020	1.4	2.9	2.8	2.7
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2019 en 1.1.2020	0.4	0.7	0.7	0.7
Totaal bruto enveloppe 2019-2020	1.9	3.8	3.7	3.6
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	-0.5	-2.0	-1.9	-1.8

2.2. In de zelfstandigenregeling

2.2.1. Globaal

Tabel 10 Raming van de meerkosten of marges veroorzaakt door de maatregelen voor welvaartsvastheid genomen door de regering op advies van de sociale partners voor de periode 2019-2020 - ZELFSTANDIGENREGELING
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
A. Regeringsmaatregelen die kaderen in de toewijzing van de enveloppe 2019-2020				
RSVZ Pensioenregeling voor zelfstandigen	32.5	68.6	69.7	70.7
ZIV-uitkeringen in de zelfstandigenregeling	4.2	10.4	10.5	11.0
RSVZ Overbruggingsrecht in de zelfstandigenregeling	0.0	23.9	0.1	0.1
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	36.7	102.9	80.3	81.8
B. Bruto enveloppe 2019-2020 in de zelfstandigenregeling				
Onderverdeeld naar tak in de zelfstandigenregeling				
RSVZ Pensioenregeling voor zelfstandigen	35.5	73.7	74.6	75.4
ZIV-uitkeringen in de zelfstandigenregeling	5.4	12.3	12.3	12.8
RSVZ Overbruggingsrecht in de zelfstandigenregeling	0.1	47.7	0.1	0.1
Bruto enveloppe 2019-2020 in de zelfstandigenregeling	41.0	133.7	87	88.3
Aangepaste bruto enveloppe 2019-2020 in de zelfstandigenregeling, rekening houdend met het advies sociale partners van 23 april 2019, tabel 1.3.2	37.1	134.3	87.6	88.9
C. Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe				
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe, met aangepaste bruto enveloppe	4.3	30.8	6.7	6.5
	0.4	31.4	7.3	7.1

Globaal leiden in de zelfstandigenregeling de genomen maatregelen die kaderen in de aangepaste welvaartsenveloppe 2019-2020 tot een marge van 7,3 miljoen euro in 2021 en 7,1 miljoen euro in 2022. We merken op dat de raming van de maatregelen voor de tak pensioenen (deel A van bovenstaande tabel) voor de maatregel m.b.t. de hervorming van de correctiecoëfficiënt uitgaat van de raming van de kostprijs in 2020-2022 (zie ook Tabel 11). In het "Advies Welvaartsvastheid 2019-2020" werd voor deze maatregel een budget van 6 miljoen euro in 2020 gereserveerd, wat overeenstemt met de geraamde kostprijs van deze maatregel in 2030 (in constante prijzen aan index 105,1 (2013=100)).

2.2.3. Naar tak pensioenen

Tabel 11 Pensioenen
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
Toewijzing enveloppe 2019-2020				
Verhoging proportionele pensioenen ingegaan voor 2010 (excl minima) met 0,785% op 01-08-2019	1.0	2.2	2.0	1.9
Verhoging gewaarborgd minimumpensioen volledige loopbaan met 1% op 01-07-2019	5.2	10.6	10.8	10.9
Verhoging gewaarborgd minimumpensioen onvolledige loopbaan met 2,4112% op 01-07-2019	26.1	53.6	54.5	55.3
Verhoging alle uitkeringen ingegaan 5 jaar geleden (in 2014) met 2%, zonder minima op 01/09/2019	0.3	0.9	0.9	0.9
Verhoging alle uitkeringen ingegaan 5 jaar geleden (in 2015) met 2%, zonder minima op 01/01/2020	0.0	1.1	1.1	1.1
Verhoging plafond bij cumul overlevingspensioen met uitkeringen op 01/07/2019	0.0	0.0	0.0	0.0
Hervorming correctiecoëfficiënt (enkelvoudige coëfficiënt van 69,154%) voor loopbaanjaren vanaf 01/01/2019 ^a	0.0	0.1	0.2	0.4
Verhoging forfaitaire bedrijfsinkomsten (voor loopbaanjaren vóór 1984) met 2,4112% op 01/07/2019	0.0	0.1	0.1	0.2
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	32.5	68.6	69.7	70.7
Bruto enveloppe 2019-2020				
Loongrens +1.25% op 01-01-2019 en 01-01-2020	0.0	0.0	0.0	0.0
Minimumpensioen +1% op 01-01-2019 en 01-01-2020	32.1	66.7	67.8	68.8
+0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 01-01-2019 en 01-01-2020	3.4	7.0	6.8	6.6
Totaal bruto enveloppe 2019-2020	35.5	73.7	74.6	75.4
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	3.0	5.1	5.0	4.8

^a In het "Advies Welvaartsvastheid 2019-2020" werd hiervoor een budget gereserveerd in 2020 van 6 miljoen euro. Dit stemt overeen met de geraamde kostprijs van deze maatregel in 2030 (in constante prijzen aan index 105,1 (2013=100)). De vermelde bedragen in tabel 11 zijn de geraamde uitgaven voor deze maatregel in de voorgestelde jaren.

2.2.4. Naar tak ZIV-uitkeringen

Tabel 12 ZIV-uitkeringen
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
Toewijzing enveloppe 2019-2020				
Verhoging van de forfaits: in primaire ongeschiktheid en invaliditeit (1% met gezinslast en alleenstaanden, 2,4112% voor samenwonenden) op 1.7.2019 ; allocation de maternité, d'adoption et congé parental d'accueil +1% op 1.7.2019 ; hulp van derden +5% op 1.8.2019	3.9	8.9	9.0	9.4
Inhaalpremie: +8,25 euro op 1.5.2019, +46,55 euro op 1.5.2020	0.2	1.5	1.5	1.6
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	4.2	10.4	10.5	11.0
Bruto enveloppe 2019-2020 (1% op 1.1.2019 en 1% op 1.1.2020)	5.4	12.3	12.3	12.8
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	1.3	1.9	1.7	1.8

2.2.5. Naar tak RSVZ-Overbruggingsrecht

Tabel 13 RSVZ-Overbruggingsrecht
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
Toewijzing enveloppe 2019-2020				
Verhoging met 1,0% van het overbruggingsrecht op 1.7.2019	0.0	23.9	0.1	0.1
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	0.0	23.9	0.1	0.1
Bruto enveloppe 2019-2020 (+1% op 1.1.2019 en 1% op 1.1.2020)	0.1	47.7	0.1	0.1
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	0.0	23.7	0.1	0.1

Les résultats relatifs au droit-passerelle pour l'année 2020 attirent l'attention à deux niveaux. D'une part, le coût de la mesure de revalorisation de 1% au 1^{er} juillet 2019 atteint le montant de 23,9 millions en raison des mesures temporaires prises à la suite de la crise sanitaire. D'autre part, l'enveloppe théorique brute relative à cette année, recalculée en tenant compte de la crise sanitaire, représente environ le double du coût de la mesure car l'enveloppe théorique intègre deux revalorisations de 1% (au 1/1/2019 et au 1/1/2020) alors que la mesure n'en comptabilise qu'une seule au 1/7/2019. Ceci explique également la marge dégagée en 2021 et 2022. Soulignons que le scénario macroéconomique retenu est largement entouré d'incertitude quant à l'évolution et aux conséquences de la crise du COVID-19 et qu'à politique inchangée, les mesures temporaires facilitant l'accès au droit-passerelle prennent fin au 31 décembre 2020.

2.3. In de bijstandsregeling

Tabel 14 Raming van de meerkosten of marges veroorzaakt door de maatregelen voor welvaartsvastheid genomen door de Regering voor de periode 2019-2020- BIJSTANDSREGELING
In miljoen euro

	2019	2020	2021	2022
In lopende prijzen tot 2020 en vanaf 2021 in constante prijzen (index 107,2; basis 2013 = 100)	105.10	106.85	107.20	107.20
A. Toewijzing enveloppe 2019-2020				
Leefloon en equivalent leefloon: categorie 1 en 2: +2% op 01-07-2019 en +1,225% op 01-01-2020; categorie 3: +1,25% op 01-01-2020	8.2	34.9	37.3	39.2
Inkomensvervangende tegemoetkoming voor personen met een handicap (IVT): categorie 1 en 2: +2% op 01-07-2019 en +1,225% op 01-01-2020; categorie 3: +1,25% op 01-01-2020	6.5	30.1	30.2	30.1
Inkomensgarantie voor ouderen (IGO) en Gewaarborgd Inkomen voor Bejaarden (GIB): verhoging met 0,3 % op 1-07-2019 en + 0,8973 op 01-01-2020	2.0	16.0	16.1	16.2
Totaal toegewezen enveloppe 2019-2020	16.6	81.0	83.5	85.5
B. Bruto enveloppe 2019-2020 in de bijstandsregeling				
(via toepassing wettelijke parameter voor bruto enveloppe, nl. verhoging met 1% op 01-01-2019 en op 01-01-2020)				
Leefloon en equivalent leefloon	13.5	28.5	30.5	32.0
IVT	13.2	27.0	27.1	27.0
IGO en GIB	13.1	26.8	26.9	27.1
Bruto enveloppe 2019-2020 in de bijstandsregeling	39.8	82.2	84.5	86.1
Aangepaste bruto enveloppe rekening houdend met het advies sociale partners van 23 april 2019 tabel 1.3.2	16.4	80.9	83.1	84.8
C. Marges (+) of meerkosten (-) van maatregelen genomen in 2019-2020				
Leefloon en equivalent leefloon	5.4	-6.4	-6.8	-7.2
IVT	6.7	-3.1	-3.1	-3.1
IGO en GIB	11.1	10.8	10.9	10.9
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe	23.2	1.3	0.9	0.6
Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe, met aangepaste enveloppe	-0.2	-0.0	-0.4	-0.7

a Le coût des mesures a été calculé sur la base de la dotation en la matière du pouvoir fédéral aux CPAS.

Globaal leiden de genomen maatregelen in het kader van de aangepaste welvaartsenveloppe 2019-2020 in bijstand tot een meerkost van 0,4 miljoen euro in 2021 en van 0,7 miljoen euro in 2022.

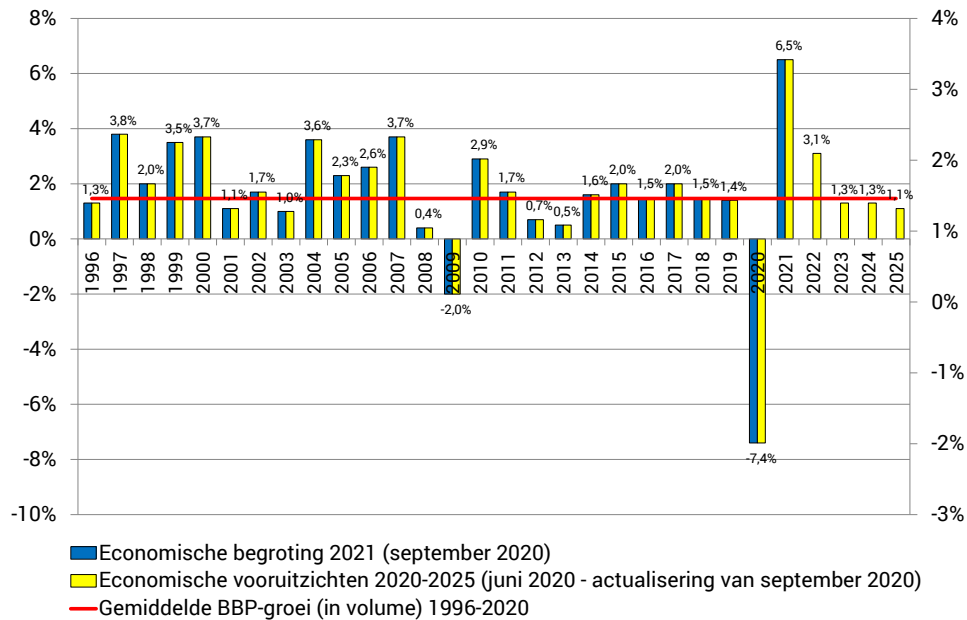
Annexe 5

Facteurs contextuels

Data verzameld in december 2020.

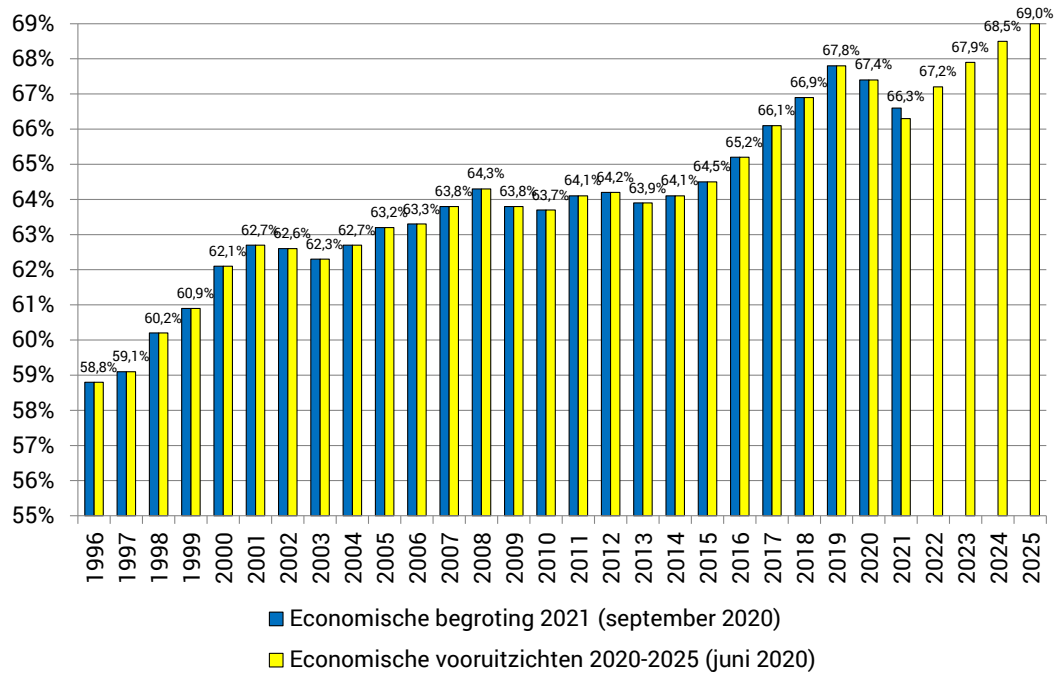
1. Economische groei

Grafiek 1-1: Evolutie van de BBP-groei (in volume) sinds 1996 en vooruitzichten tot 2025



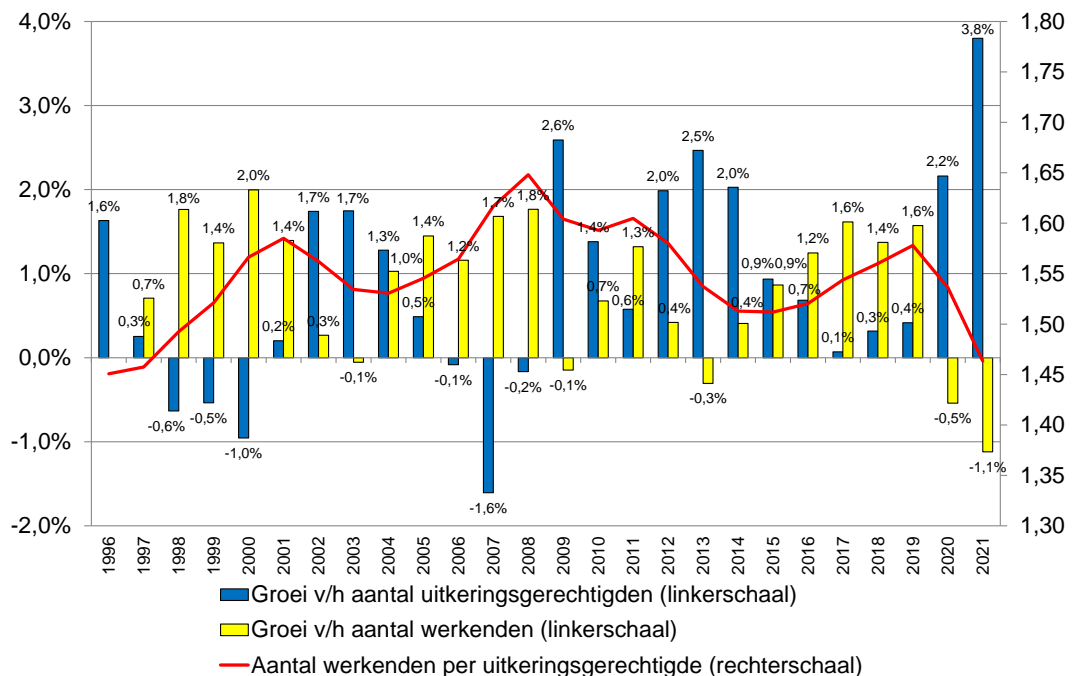
2. Werkgelegenheidsgraad

Grafiek 2-1: Evolutie van de werkgelegenheidsgraad sinds 1996 en vooruitzichten tot 2025



3. Verhouding tussen het aantal uitkeringstrekkers en het aantal werkenden

Grafiek 3-1: Evolutie van het aantal werkenden en gerechtigden op een inkomensvervangende uitkering (excl. Primaire arbeidsongeschiktheid) sinds 1996 (vooruitzichten voor 2020-2021)



Bron: Federaal Planbureau

MERK OP: Het aantal uitkeringsgerechtigden houdt geen rekening met de primaire arbeidsongeschikten aangezien er geen gegevens beschikbaar zijn op maandbasis voor het berekenen van een jaargemiddelde.

Verhouding tussen het aantal uitkeringstrekkers en het aantal werkenden

1. UITKERINGSGERECHTIGDEN																						
1.a AANTAL																						
(gemiddeld op maandbasis, in duizendtallen)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Werknemersregeling	2348,2	2356,4	2405,2	2456,3	2494,3	2508,3	2507,2	2463,1	2457,8	2528,4	2565,9	2579,9	2632,7	2699,9	2755,9	2780,4	2797,6	2796,6	2802,4	2811,7	2875,0	2992,5
Pensioenen	1425,2	1425,6	1434,2	1438,4	1443,1	1453,7	1459,8	1468,2	1488,0	1503,1	1518,3	1549,0	1585,8	1624,2	1664,5	1700,4	1736,3	1769,6	1811,6	1846,8	1884,0	1915,5
Invaliditeit	181,3	186,3	191,0	197,1	202,5	206,5	212,2	219,8	227,9	238,7	251,6	263,7	276,5	291,5	310,5	334,3	356,6	373,1	390,3	410,6	429,8	448,1
Werklozen (inclusief werkzoekende SWT'ers)	599,5	604,7	643,8	684,6	710,1	710,1	695,3	633,5	600,7	645,7	653,8	627,7	636,3	654,5	656,1	627,8	596,3	557,4	515,6	487,4	509,8	584,9
Niet-werkzoekende werklozen met bedrijfsstoelag	114,5	110,0	106,5	107,9	109,9	109,0	111,1	113,6	114,2	115,6	117,5	115,2	110,8	106,9	102,3	96,2	88,1	76,9	65,7	47,1	32,3	23,7
Voltijds tijdskrediet/loopbaanonderbreking	27,7	29,9	29,7	28,4	28,6	29,0	28,8	28,1	27,0	25,4	24,7	24,3	23,3	22,8	22,6	21,7	20,2	19,6	19,2	19,8	19,1	20,3
Zelfstandigenregeling	315,9	313,1	310,8	307,1	304,5	304,1	302,8	301,8	302,5	303,5	305,0	307,5	312,1	317,5	322,7	326,9	331,0	334,1	338,3	342,0	346,8	351,8
Pensioenen	299,9	297,0	294,7	290,6	287,6	286,9	285,2	283,6	284,1	284,5	285,3	287,3	291,5	296,3	300,8	304,0	307,0	309,5	313,0	315,4	318,8	322,4
Invaliditeit	16,1	16,1	16,1	16,5	16,9	17,2	17,6	18,2	18,5	19,0	19,8	20,2	20,6	21,2	21,9	22,9	24,0	24,6	25,3	26,6	28,1	29,4
Totaal	2664,2	2669,5	2716,0	2763,4	2798,8	2812,4	2810,1	2764,9	2760,3	2831,9	2870,9	2887,5	2944,8	3017,4	3078,6	3107,3	3128,6	3130,8	3140,7	3153,7	3221,9	3344,3
1.b GROEI																						
(in %)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Werknemersregeling	0,3%	2,1%	2,1%	1,5%	0,6%	0,0%	-1,8%	-0,2%	2,9%	1,5%	0,5%	2,0%	2,6%	2,1%	0,9%	0,6%	0,0%	0,2%	0,3%	2,3%	4,1%	
Pensioenen	0,0%	0,6%	0,3%	0,3%	0,7%	0,4%	0,6%	1,3%	1,0%	1,0%	2,0%	2,4%	2,4%	2,5%	2,2%	2,1%	1,9%	2,4%	1,9%	2,0%	1,7%	
Invaliditeit	2,7%	2,5%	3,2%	2,8%	2,0%	2,8%	3,6%	3,7%	4,7%	5,4%	4,8%	4,9%	5,4%	6,5%	7,7%	6,7%	4,6%	4,6%	5,2%	4,7%	4,3%	
Werklozen (inclusief werkzoekende SWT'ers)	0,9%	6,5%	6,3%	3,7%	0,0%	-2,1%	-8,9%	-5,2%	7,5%	1,3%	-4,0%	1,4%	2,9%	0,2%	-4,3%	-5,0%	-6,5%	-7,5%	-5,5%	4,6%	14,7%	
Niet-werkzoekende werklozen met bedrijfsstoelag	-4,0%	-3,2%	1,3%	1,8%	-0,8%	1,9%	2,3%	0,5%	1,2%	1,7%	-2,0%	-3,8%	-3,5%	-4,3%	-6,0%	-8,4%	-12,7%	-14,6%	-28,3%	-31,3%	-26,8%	
Voltijds tijdskrediet/loopbaanonderbreking	7,8%	-0,7%	-4,4%	0,9%	1,3%	-0,5%	-2,6%	-3,7%	-6,2%	-2,6%	-1,6%	-4,1%	-2,2%	-0,9%	-3,7%	-7,0%	-2,9%	-2,3%	3,1%	-3,3%	6,1%	
Zelfstandigenregeling	-0,9%	-0,7%	-1,2%	-0,8%	-0,1%	-0,4%	-0,3%	0,3%	0,3%	0,5%	0,8%	1,5%	1,7%	1,6%	1,3%	1,2%	1,0%	1,2%	1,1%	1,4%	1,4%	
Pensioenen	-0,9%	-0,8%	-1,4%	-1,0%	-0,2%	-0,6%	-0,6%	0,2%	0,1%	0,3%	0,7%	1,4%	1,7%	1,5%	1,1%	1,0%	0,8%	1,1%	0,8%	1,1%	1,1%	
Invaliditeit	-0,2%	0,2%	2,6%	2,4%	1,6%	2,7%	3,0%	1,7%	2,9%	4,2%	2,2%	1,9%	2,7%	3,4%	4,6%	4,6%	2,7%	2,8%	5,2%	5,5%	4,9%	
Totaal	0,2%	1,7%	1,7%	1,3%	0,5%	-0,1%	-1,6%	-0,2%	2,6%	1,4%	0,6%	2,0%	2,5%	2,0%	0,9%	0,7%	0,1%	0,3%	0,4%	2,2%	3,8%	
2. WERKENDEN																						
2.a AANTAL																						
(gemiddeld op maandbasis, in duizendtallen)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	4173	4231	4243	4240	4284	4346	4396	4470	4549	4542	4573	4634	4653	4639	4658	4698	4756	4833	4900	4977	4950	4894
2.b GROEI																						
(in %)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
		1,4%	0,3%	-0,1%	1,0%	1,4%	1,2%	1,7%	1,8%	-0,1%	0,7%	1,3%	0,4%	-0,3%	0,4%	0,9%	1,2%	1,6%	1,4%	1,6%	-0,5%	-1,1%
3. AANTAL WERKENDEN PER UITKERINGSGERECHTIGDE																						
(gemiddeld op maandbasis, in duizendtallen)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	1,6	1,6	1,6	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6	1,5	1,5

2020-2021: vooruitzichten

4. Rekeningen van de sociale zekerheid

Sociale zekerheid van de werknemers: Monitoringcomité (oktober 2020)

	2019	2020		2021		Verschil Différence (3) vs. (2)	Verschil Différence (5) vs. (4)	%	%	
	réalisations (1)	Mon. juil '20 (2)	Mon. oct '20 (3)	Mon. juil '20 (4)	Mon. oct '20 (5)					
(en millions d'euros sauf indication contraire)										(in miljoen euro tenzij anders vermeld)
Cotisations	51 750	46 331	46 609	51 767	52 428	1 278	668	- 4,1	5,7	Bijdragen
Gestion globale	51 672	46 251	46 529	51 693	52 353	1 278	668	- 4,1	5,7	Global beheer
Cotisations sociales	49 188	45 626	47 054	49 234	49 871	1 228	637	- 4,3	6,0	Sociale bijdragen
Mesures de gouvernement et m'ajoration et intérêts de retard	73	9	32	5	1	23	-3	-55,5	-95,9	Ragingsplan afdragen en opslagen en verwijfinteressen
Cotisations spécifiques	2 411	2 415	2 443	2 454	2 481	27	27	1,3	1,6	Specifieke bijdragen
Cotisations des organismes	78	80	80	75	75	0	0	2,7	- 6,8	Bijdragen instellingen
Subventions des pouvoirs publics	6 886	6 554	6 490	3 743	3 532	- 64	- 211	- 4,6	- 45,6	Toelagen van de overheden
ONSS-Gestion globale	2 278	2 352	2 290	2 391	2 198	- 63	- 192	0,6	- 4,0	RSZ-Global beheer
Dotation équilibre	3 055	2 872	2 872	0	0	0	0	- 6,0	0	Evenwichtsdotatie
Entités fédérées	1 475	1 329	1 328	- 1 353	1 334	- 2	- 19	- 10,0	0,5	Gefedereerde entiteiten
Secteurs	0	0	0	0	0	0	0	- 8,7	- 20,2	Sectoren
Financement alternatif	13 276	14 274	14 424	16 116	16 659	158	544	8,8	15,5	Alternatieve financiering
Gestion globale	13 276	14 274	14 424	16 116	16 659	150	544	8,6	15,5	Global beheer
dont INAMI-Soins de santé	4 466	5 124	5 269	6 128	6 540	145	412	18,0	24,1	waarvan RIZIV-Geneseskundige verzorging
Organismes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	instellingen
Recettes affectées	1 598	1 477	1 494	- 1 563	1 570	17	7	- 6,5	5,1	Toegevozen ontvangsten
Transferts externes	430	617	506	556	520	- 111	- 36	17,6	2,9	Externe overdrachten
Produit des placements	243	146	145	138	127	- 2	- 3	- 40,5	- 11,9	Opbrengsten beleggingen
Gestion globale	243	146	145	138	127	- 2	- 3	- 40,4	- 11,9	Global beheer
Organismes	1	0	0	0	0	0	0	- 97,7	0,0	instellingen
Divers	195	165	165	163	164	0	1	- 15,3	- 0,7	Diversen
Organismes	195	165	165	163	164	0	1	- 15,3	- 0,7	instellingen
Total des recettes	74 288	71 565	72 832	74 838	75 000	1 268	962	- 2,0	3,0	Totaal ontvangsten
Prestations	43 384	51 180	50 812	50 866	49 557	- 1 088	- 589	15,3	- 0,9	Uitkeringen
Enveloppe bien-être	0	0	0	323	318	0	- 5			Welfareveloppe
INAMI-Indemnités	8 800	9 608	9 668	9 676	9 940	60	64	9,9	2,8	RIZIV-Uitkeringen
SFP	27 752	29 423	29 289	31 127	31 252	- 134	- 124	5,4	6,7	FPD
ONAFIS	0	0	0	0	0	0	0			RKWV
Fedris-AT	269	276	276	280	281	0	1	2,9	1,6	Fedris-AO
Fedris-MP	222	248	235	219	218	- 13	- 1	6,1	- 7,4	Fedris-BZ
ONEM	6 295	11 536	10 535	8 234	7 541	- 1 002	- 693	67,4	- 28,4	RVA
Interruption de carrière	511	552	548	509	515	- 4	6	7,2	- 6,0	Loopbaanonderbreking
Chômage	4 893	10 250	9 288	7 025	6 398	- 962	- 627	89,6	- 31,1	Werkloosheid
Chômage avec complément d'entreprise	891	735	698	700	627	- 37	- 72	- 21,6	- 10,1	Werkloosheid met bedrijfstoeslag
Mineurs	1	1	1	1	1	0	0	- 7,5	- 6,5	Mijnwerkers
Marins	7	8	8	7	7	1	0	26,4	- 16,4	Zeeleden
Frais de parent	2	2	2	2	2	0	0	- 0,2	0,0	Betalingskosten
Frais de gestion	1 087	1 228	1 237	1 195	1 185	9	- 10	13,8	- 4,2	Beheerskosten
Gestion globale	192	203	202	205	207	- 1	2	5,4	2,3	Global beheer
Organismes	896	1 025	1 035	990	978	10	- 12	15,6	- 5,5	instellingen
Transferts	28 712	29 659	29 700	31 890	31 292	41	- 203	3,4	5,4	Overdrachten
Pouvoir fédéral	2 764	2 932	2 756	2 959	2 807	- 175	- 152	- 0,3	1,8	Federale overheid
Entités fédérées	1 475	1 329	1 328	- 1 353	1 334	- 2	- 19	- 10,0	0,5	Gefedereerde entiteiten
INAMI-Soins de santé	24 473	25 398	25 615	26 778	27 151	217	374	4,7	6,0	RIZIV-Geneseskundige verzorging
Intérêts sur emprunts	- 7	- 16	- 17	- 8	- 9	- 1	0	- 150,0	49,9	Interessen op leningen
Divers	158	149	149	142	144	0	2	- 5,8	- 3,5	Diversen
Total des dépenses	73 337	82 122	81 884	82 488	82 172	- 1 038	- 316	- 10,6	1,3	Totaal uitgaven
Solde	961	- 10 557	- 8 251	- 8 450	- 7 171	2 386	1 278	- 959,7	13,1	Saldo

Sociale zekerheid van de zelfstandigen: Monitoringcomité (oktober 2020)

	2019 réalisaties réalisations (1)	2020 Mon. juli '20 Mon. juillet '20 (2)	2020 Mon. okt '20 Mon. oct '20 (3)	2021 Mon. juli '20 Mon. juillet '20 (4)	2021 Mon. okt '20 Mon. oct '20 (5)	Vershil - Différence (3) vs. (2)	Vershil - Différence (5) vs. (4)	% - Différence (3) vs. (1)	% - Différence (5) vs. (3)	
<i>(en millions d'euros sauf indication contraire)</i>										
Cotisations	4 568	3 344	3 621	4 700	4 702	277	2	-20,7	29,8	Bijdragen
Subventions des pouvoirs publics	377	378	379	384	384	1	1	0,6	1,4	Toelagen van de overheden
INASTI-Gestion globale	377	378	379	384	384	1	1	0,6	1,4	RSVZ-Globaal beheer
Dotation équilibre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Evenwichtsdotatie
Financement alternatif	2 370	2 412	2 428	2 630	2 699	16	69	2,5	11,2	Alternatieve financiering
Gestion globale	2 370	2 412	2 428	2 630	2 699	16	69	2,5	11,2	Globaal beheer
dont INAMI-Soins de santé	447	513	527	673	654	75	47	18,0	24,7	waaronder RIZIV-Geneskundige verzorging
Recettes affectées	21	21	21	21	21	0	0	1,1	1,1	Toeslagen op ontvangsten
Transferts externes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Externe overdrachten
Produit des placements	26	19	19	19	19	0	0	-26,4	-2,6	Opbrengsten beleggingen
Divers	3	3	3	3	3	0	0	-1,3	0,0	Diversen
Total des recettes	7 364	6 177	6 471	7 757	7 828	294	71	-12,1	21,0	Totaal ontvangsten
Prestations	4 469	7 068	7 152	4 790	4 812	84	23	60,0	-32,7	Uitkeringen
Enveloppe bien-être	0	0	0	44	44	0	0	0	0	Welvaartsenveloppe
INAMI-Indemnités	548	608	611	623	627	3	4	11,4	2,7	RIZIV-Uitkeringen
Pensions	3 914	4 047	4 039	4 114	4 131	-8	17	3,2	2,3	Pensioenen
Droit passerelle	5	2 410	2 500	5	8	90	2	52 825,6	-99,7	Overbruggingsrecht
INASTI-GFG	2	3	3	3	3	0	0	23,2	1,0	RSVZ-GB
Frais de paiement	0	0	0	0	0	0	0	-3,9	0,0	Betalingskosten
Frais de gestion	110	122	123	116	116	1	0	11,5	-5,3	Beheerskosten
Gestion globale	81	90	90	84	84	0	0	11,7	-7,1	Globaal beheer
Organismes	29	32	32	32	32	1	0	11,0	-0,2	Instellingen
Économies non réparties	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Niet-verdeelde besparingen
Transferts	2 603	2 695	2 712	2 827	2 872	17	45	4,2	5,9	Overdrachten
hors Gestion globale	0	0	0	0	0	0	0	0,0	23,7	Buiten globaal beheer
INAMI-Soins de santé	2 603	2 695	2 712	2 827	2 872	17	45	4,2	5,9	RIZIV-Geneskundige verzorging
Intérêts sur em prunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Interessen op leningen
Divers	12	21	21	21	21	0	0	75,1	1,2	Diversen
Total des dépenses	7 195	9 907	10 008	7 754	7 822	101	68	39,1	-21,8	Totaal uitgaven
Saldo	170	-3 729	-3 536	9	6	193	3			Saldo

5. Vergrijzingskost

Demografische ontwikkelingen

	1996	2018	2020	2030	2040	2050	2060	2070
Gemiddeld aantal kinderen per vrouw	1,58	1,61	1,66	1,72	1,73	1,73	1,73	1,73
Levensverwachting bij de geboorte - Mannen	73,86	79,20	79,09	81,82	83,65	85,30	86,64	88,11
Levensverwachting bij de geboorte - Vrouwen	80,53	83,70	83,65	85,49	86,68	87,77	88,68	89,70
Levensverwachting op 65 jaar - Mannen	14,61	18,05	17,71	19,82	21,14	22,35	23,35	24,47
Levensverwachting op 65 jaar - Vrouwen	18,86	21,20	20,85	22,44	23,41	24,31	25,06	25,92
0-17 (%)	21,6%	20,2%	20,1%	19,5%	19,2%	19,1%	18,9%	18,7%
18-66 (%)	64,5%	63,3%	63,0%	60,7%	58,4%	57,9%	57,6%	57,3%
67+ (%)	13,9%	16,5%	16,9%	19,8%	22,4%	23,0%	23,5%	24,0%
Gemiddelde leeftijd	39,02	41,64	41,87	43,02	44,03	44,60	44,87	45,26
Vervanging der actieven in % (18-24)/(55-66)	69,6%	53,4%	51,8%	55,8%	56,7%	56,2%	58,0%	55,1%
Veroudering der actieven in % (40-66)/(18-39)	101,1%	129,0%	129,2%	125,8%	123,2%	124,2%	124,7%	125,0%
Veroudering in % (67+)/(0-17)	64,3%	81,7%	83,9%	101,9%	116,5%	120,7%	124,3%	128,7%
Intensiteit veroudering in % (80+)/(67+)	27,4%	33,9%	33,7%	32,9%	38,0%	44,0%	44,1%	45,6%
Afhankelijkheid in % [(0-17)+(67+)]/(18-66)	55,0%	58,1%	58,8%	64,8%	71,1%	72,8%	73,5%	74,4%
Afhankelijkheid der ouderen in % (67+)/(18-66)	21,5%	26,1%	26,9%	32,7%	38,3%	39,8%	40,8%	41,9%
Personen op actieve leeftijd per oudere (18-66)/(67+)	4,65	3,83	3,72	3,06	2,61	2,51	2,45	2,39
Afhankelijkheid in % [(0-14)+(65+)]/(15-64)	51,4%	55,5%	56,3%	62,4%	67,9%	69,6%	70,5%	71,3%
Afhankelijkheid der ouderen in % (65+)/(15-64)	24,3%	29,1%	30,0%	36,3%	41,2%	42,7%	43,9%	44,8%
Personen op actieve leeftijd per oudere (15-64)/(65+)	4,12	3,43	3,34	2,75	2,43	2,34	2,28	2,23

Bron: 1991-2018: waarnemingen, Statbel; 2019-2070: vooruitzichten, FPB en Statbel

Projecties van de Studiecommissie voor de vergrijzing (juli 2020): hypothesen

Demografische hypothesen vanaf 2019 (“Demografische vooruitzichten 2019-2070 - Actualisering in het kader van de COVID-19-epidemie”)			
	2019	2040	2070
Gemiddeld aantal kinderen per vrouw	1,63	1,73	1,73
Levensverwachting bij de geboorte: mannen	79,5	83,7	88,1
Levensverwachting bij de geboorte: vrouwen	84,1	86,7	89,7
Migratiesaldo in duizendtallen	43,4	20,8	19,3
Socio-economische hypothesen			
Scholingsgraad	Bij hypothese 100 % van de kinderen tussen 3 en 14 jaar; afhankelijk van de evolutie van de activiteitsgraad voor de 15-34-jarigen en integratie van eventuele maatregelen		
Activiteitsgraad en overgang van het statuut van actieve naar het statuut van invalide en gepensioneerde	Modellerings gebaseerd op de overgangskans van de ene socio-economische categorie naar de andere, per geslacht en leeftijdscategorie, aangepast om rekening te houden met de impact van de hervormingen (verschuivingshypothese inzake gedrag na de verhoging van de wettelijke pensioenleeftijd ^a).		
Macro-economische hypothesen			
Op middellange termijn: 'Economische vooruitzichten 2020-2025'	Op lange termijn: een referentiescenario en alternatieve scenario's		
gemiddelde groei van de productiviteit per werknemer ^b tijdens de periode 2020-2025: 0,3 % per jaar	Gemiddelde groei van de productiviteit per werknemer en (van het loon per werkende) tussen 2020 en 2070: in referentiescenario 1,2 % per jaar (1,5 % vanaf 2045) in het alternatief scenario met een lagere productiviteitsgroei 0,9 % per jaar (1 % vanaf 2031)		
Werkgelegenheidsgraad ^c : 68,9 % in 2019 en 70,2 % in 2025. Werkloosheidsgraad ^e : 8,9 % in 2019, piek van 11,5 % in 2021 en 8,9 % in 2025.	Structurele werkloosheidsgraad ^e op lange termijn: in het referentiescenario 7,0 % in het alternatief scenario met de hogere werkloosheidsgraad 8,0 %		
Sociaal-beleids hypothesen			
2019-2020	Vanaf 2021: parameters voor de berekening van de budgettaire enveloppe bestemd voor de welvaartsaanpassingen		
Huidige wetgeving (maatregelen van de sociale partners en de regering)	Loonplafond	1,25 %/jaar	
	Minimumrecht per loopbaanjaar	1,25 %/jaar	
	Niet-forfaitaire uitkeringen (algemene regeling) ^f	0,50 %/jaar	
	Forfaitaire uitkeringen en minima	1,00 %/jaar	

a. Zie deel 1.2.2 van dit rapport.

b. Productiviteit per werknemer = bbp/totale werkgelegenheid

c. De gemiddelde groei tijdens de periode 2020-2025 houdt rekening met de jaarlijkse groei tussen 2019 en 2020.

d. Totale werkgelegenheid in % van de bevolking van 18 tot 66 jaar. In tabel B1 van de bijlage van de 'Economische Vooruitzichten 2020-2025' van het Federaal Planbureau heeft de werkgelegenheidsgraad betrekking op de totale bevolking van 15 tot 64 jaar.

e. Volgens het administratief concept, inclusief de oudere werklozen met maxi-vrijstelling en de werkzoekende werklozen met bedrijfstoeslag.

f. In de pensioenregeling van de overheidssector toont de welvaartsaanpassing van het gemiddelde pensioen (m.a.w. de perequatie) een loskoppeling van 0,4 procentpunt ten opzichte van de stijging van het gemiddelde loon op basis van het historisch waargenomen verschil.

Projecties van de Studiecommissie voor de vergrijzing (juli 2018): vergrijzingskost, referentiescenario, in % bbp

	2019-2025	2025-2070	2019-2070	2000	2019	2025	2030	2040	2050	2060	2070
	In procentpunt van het bbp			In procent van het bbp							
Pensioenen	1,4	1,3	2,6	8,6	10,6	12	12,4	13,5	13,6	13,4	13,3
werknemersregeling	1	0,6	1,6	5	6	6,9	7,3	7,9	8	7,8	7,5
zelfstandigenregeling	0,1	0,2	0,4	0,7	0,8	1	1	1,1	1,2	1,2	1,2
overheidssector (a)	0,3	0,4	0,7	2,9	3,8	4,1	4,2	4,5	4,4	4,4	4,5
Gezondheidszorg (b)	0,9	1,7	2,6	6	7,9	8,8	9,1	10	10,3	10,3	10,4
'acute' zorg	0,8	0,9	1,7	5,3	6,4	7,2	7,4	7,8	7,8	8	8,1
langdurige gezondheidszorg	0,1	0,7	0,9	0,8	1,4	1,6	1,7	2,3	2,5	2,4	2,3
Arbeidsongeschiktheid (c)	0,5	-0,5	0	1,1	2	2,5	2,5	2,3	2	2	2
Werkloosheid (d)	-0,1	-0,3	-0,4	2,3	1,3	1,2	1,1	1	1	1	0,9
Kinderbijslag	0	-0,4	-0,4	1,6	1,5	1,5	1,4	1,3	1,2	1,1	1
Overige sociale uitgaven (e)	0,2	-0,2	-0,1	1,1	1,5	1,7	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5
TOTAAL	2,8	1,5	4,3	20,8	24,8	27,6	28,2	29,8	29,7	29,3	29,1
p.m. lonen van het onderwijzend personeel (f)	0,1	-0,3	-0,2	3,7	4	4,1	4	3,9	3,9	3,9	3,8

a) Inclusief de pensioenen van de overheidsbedrijven ten laste van de overheid en de IGO (Inkomensgarantie voor ouderen). Hoewel de IGO vooral een aanvulling vormt op de pensioenen in de werknemers- en zelfstandigenregeling, wordt die uitgave in de Nationale Rekeningen geregistreerd ten laste van de federale overheid en in deze tabel dus opgenomen in de pensioenen van de overheidssector. Merk op dat die pensioenuitgaven van de overheidssector de pensioenuitgaven van de lokale besturen die aangesloten zijn bij een verzorginstelling niet omvatten.

(b) Overheidsuitgaven van alle beleidsniveaus (sociale zekerheid, federale overheid, lagere overheid en G&G) voor de acute en langdurige gezondheidszorg, inclusief de Vlaamse Zorgverzekering (0,1 % van het bbp).

De langdurige zorg omvat de thuiszorg, het verblijf in rustoorden voor bejaarden, in rust- en verzorgingstehuizen, in psychiatrische verzorgingsinstellingen en in initiatieven voor beschut wonen en sommige uitgaven voor bijstand in het dagelijks leven voor afhankelijke bejaarden. De 'acute' zorg omvat de overige gezondheidszorg.

(c) Uitkeringen voor moederschap, primaire arbeidsongeschiktheid en invaliditeit.

(d) Inclusief werkloosheid met bedrijfstoelage, tijdskrediet en loopbaanonderbreking.

(e) Hoofdzakelijk de uitgaven voor arbeidsongevallen, beroepsziekten, Fondsen voor bestaanszekerheid, tegemoetkomingen aan personen met een handicap en leefloon.

(f) Volgens de SCvV-definitie maken de lonen van het onderwijzend personeel geen deel uit van de totale budgettaire kosten van de vergrijzing.

Inactiviteitsvallen

De problematiek van de 'inactiviteitsvallen' werd in het verleden reeds uitvoerig geanalyseerd. Hierbij een aantal referenties:

CENTRALE RAAD VOOR HET BEDRIJFSLEVEN, SECRETARIAAT (2016), "Werkloosheidsverzekering", *Documentatienota*, CRB 2016-0521, Brussel, 12 blz.

CENTRALE RAAD VOOR HET BEDRIJFSLEVEN, SECRETARIAAT (2014), "De versterkte degressiviteit van de Belgische werkloosheidsuitkeringen. Effecten op de financiële vallen in de werkloosheid en op de inkomenspositie van werklozen", *Documentatienota*, CRB 2014-0264, Brussel, 55 blz.

HOGE RAAD VOOR WERKGELEGENHEID (2014), "Deelname aan de arbeidsmarkt van personen met een arbeidsbeperking of een chronisch gezondheidsprobleem", blz. 63-157 in: HOGE RAAD VOOR WERKGELEGENHEID, *Verslag 2014*, 157 blz.

Conseil national du Travail :

- Advies nr. 1.923 van 24 februari 2015: Overlegplatform voor de actoren die betrokken zijn bij het proces van de vrijwillige terugkeer naar werk van personen met een gezondheidsprobleem – Voorontwerp van wet houdende diverse bepalingen inzake uitkeringsverzekering en tewerkstelling (<http://www.cnt-nar.be/ADVIES/advies-1923.pdf>)
- Advies nr. 1.984 van 7 juni 2016: Overlegplatform voor de actoren die betrokken zijn bij het proces van de vrijwillige terugkeer naar werk van personen met een gezondheidsprobleem – Voorontwerp van wet en voorontwerpen van koninklijke besluiten (<http://www.cnt-nar.be/ADVIES/advies-1984.pdf>)
- Internetsite van de Raad: Dossiers:
- Handicap (<http://www.cnt-nar.be/Dossier-NL-handicap.htm>)
Bevat een dossier dat door het secretariaat van de NAR werd opgesteld in het kader van de tenuitvoerlegging van het interprofessioneel akkoord van 8 december 1998, met een vademecum van de bestaande maatregelen inzake inschakeling van gehandicapte werknemers op de arbeidsmarkt. (Versie bijgewerkt tot 30 juli 2015)
- Retour au travail volontaire des personnes présentant un problème de santé (<http://www.cnt-nar.be/Dossier-NL-return-to-work.htm>)
Bevat een dossier "Aan het werk houden en herinschakelen van arbeidsongeschikte werknemers – Socialezekerheidsregelgeving" van het overlegplatform voor de actoren die betrokken zijn bij het proces van de vrijwillige terugkeer naar werk van personen met een gezondheidsprobleem. (Versie bijgewerkt tot 30 juli 2015).

Dat platform werd opgericht bij wijze van structureel overlegkader voor de actoren die betrokken zijn bij het proces van de vrijwillige terugkeer naar werk van personen met een gezondheidsprobleem. Daaraan ligt het idee ten grondslag van een geïntegreerde aanpak, niet alleen tussen de betrokken socialezekerheidsinstellingen, maar ook met de fod Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, en op termijn ook met andere overheidsinstellingen die bevoegd zijn voor de materie en die eraan willen deelnemen. De Nationale Arbeidsraad werd verzocht de werkzaamheden van het platform te coördineren.